

Les “ catégories de la valeur ” et la monnaie dans l'économie soviétique

Suzanne ROUSSEL*

Revue de l'Est, vol. 3, 1972, n°3

INTRODUCTION

L'étude des questions et des théories monétaires en U.R.S.S. fait apparaître une grande ambiguïté. D'une part, le programme du parti communiste affirme que :

« La construction du communisme nécessite l'utilisation des relations monétaires-marchandes à plein, compte tenu de leur nouvelle nature acquise dans la période du socialisme. Dans ces conditions, la mise en œuvre d'instruments économiques¹ tels que le calcul économique, la monnaie, les prix, le prix de revient, les bénéfices, le commerce, le crédit, les finances revêt une importance primordiale »².

D'autre part, l'étude des faits révèle que ces catégories n'ont joué jusqu'à maintenant qu'un rôle mineur, « indirect » dans l'histoire économique soviétique.

D'où vient cette contradiction ? Elle découle essentiellement du conflit subtil et fluctuant qui s'est instauré entre la théorie, la pratique et les choix politiques.

Dans les théories du socialisme élaborées au siècle dernier et qui ont inspiré les bolcheviks « le système monétaire a été considéré comme la source de beaucoup de maux. L'argent a été rendu responsable du grand pouvoir exercé par un groupe social sur d'autres groupes et en

* De la Direction des Etudes de la Banque de France. Texte révisé du mémoire présenté en Octobre 1971 au cycle supérieur de spécialisation sur l'U.R.S.S. et l'Europe orientale de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

(1) Ces instruments seront désignés par la suite sous le terme de « catégories monétaires-marchandes ».

(2) Programme du parti communiste.

conséquence, il devait être supprimé, la forme de la richesse ayant été confondue avec ses causes profondes »¹.

En effet, nous dit Marx, « le renversement et la confusion de toutes les propriétés humaines et naturelles, la conciliation des impossibilités — la puissance divine de l'argent — résident dans la nature d'être générique, aliéné, s'extériorisant et se vendant de l'homme. C'est le pouvoir aliéné de l'humanité »². La monnaie (l'argent) doit donc disparaître et ce sera la thèse défendue pendant toute la période du communisme de guerre.

Mais après l'échec de cette expérience, plus personne ne professera des affirmations aussi tranchées et on considérera généralement que durant la phase de transition du socialisme au communisme, la monnaie a un rôle important à jouer, mais limité à celui « d'instrument de comptabilité au service du plan ».

— Au niveau des particuliers, tant que s'appliquera la règle « à chacun selon son travail » la monnaie servira à répartir la part du revenu national destinée à la consommation.

— Au niveau de la circulation des moyens de production, la monnaie constituera un instrument de « contrôle de l'exécution du plan », appelé dans la terminologie soviétique « contrôle par le rouble ».

Quant à la fonction traditionnelle de la monnaie — celle de mesure de la valeur — elle s'est progressivement vidée de sa substance au cours des années pendant lesquelles une politique de « volontarisme » absolu et despotique a été menée et pendant lesquelles l'idée a été soutenue que l'Etat socialiste, ayant clairement perçu ses buts, est capable de tirer n'importe quoi de n'importe quoi, sans tenir compte des relations objectives qui sont inscrites dans la nature des choses et qui s'expriment dans la valeur. Durant toute cette période, la théorie a été que dans une économie planifiée, les phénomènes monétaires ne risquent pas de se répercuter sur les différentes activités économiques et que, par conséquent, la monnaie soviétique est neutre.

Mais dans la réalité, il est apparu bientôt que même au sein d'une économie de ce type, la monnaie conserve en quelque sorte un pouvoir autonome et une évolution s'est dessinée dont le cheminement s'est poursuivi lentement ces dernières années et continue de se poursuivre.

Toutefois, ce ne sont pas les questions monétaires en tant que telles qui ont été au centre des discussions, bien que « la théorie de l'argent et de la circulation monétaire soit en quelque sorte la pierre de touche

(1) J. TINBERGEN, *Techniques modernes de la politique économique*, Dunod, 1961, p. 177.

(2) K. MARX, *Economie politique et philosophie*, 1844, œuvres philosophiques (Trad. Molitor, t. IV, Costes 1937), p. 111.

de toute la théorie de la valeur, car c'est par l'argent que se trouve le mieux objectivée la complexité des rapports humains »¹. Elles ne constituent, en effet, qu'un des volets d'un problème plus vaste, celui de l'existence et de l'action des lois économiques « objectives » en régime socialiste et les débats se sont organisés autour d'un thème central : la loi de la valeur joue-t-elle et les relations monétaires-marchandes existent-elles en régime socialiste ?

Car pour beaucoup d'auteurs soviétiques « le rôle de la monnaie ne peut être mis en évidence que si l'on explique pourquoi les relations monétaires-marchandes sont nécessaires dans le système de production socialiste. L'analyse de la nature et des fonctions de la monnaie dans ce système exige donc l'étude d'un certain nombre de questions :

— Pourquoi le produit revêt-il la forme de marchandise ?

— Pourquoi, ensuite, le travail immédiatement social, qui se concrétise dans le produit, prend-il la forme de la valeur ?

— Et pourquoi enfin, le processus de l'échange exige-t-il la monnaie, c'est-à-dire se réalise-t-il comme une circulation marchande², car « on sait que l'argent se distingue de toutes les autres marchandises en ce qu'il constitue un équivalent général des marchandises. Cette propriété lui permet de donner une expression générale à la valeur d'échange abstraite »³.

Les discussions ne sont pas épuisées et se poursuivent de nos jours avec une grande intensité, car l'ancien système de gestion — malgré certaines réformes — se révèle de moins en moins adapté aux besoins d'une économie développée. Mais ces discussions mettent en jeu toutes les conceptions qui ont prévalu jusque-là et le dogme lui-même. Et si tout le monde a conscience du fait qu'il faut changer, les choix politiques, les habitudes de pensée constituent des freins puissants à une évolution réelle, ceci étant particulièrement évident dans toutes les recherches actuelles sur le rôle du plan et du marché dans l'économie.

Cette étude comprendra deux parties :

— la première va de l'exposé des idées de Marx sur la disparition de la monnaie à la fin de la période stalinienne et retrace l'histoire de la « restauration » de la monnaie dans l'économie soviétique ;

— la deuxième traite de la période qui, commencée à la mort de Staline, se poursuit actuellement et peut être considérée comme

(1) BOUKHARINE, *L'économie politique du rentier — critique de l'économie marginaliste*, E.D.I., Paris.

(2) Ia. A. KRONROD, *Dengi v socialističeskom obščestve* (la monnaie dans la société socialiste), Moscou, 1960, p. 114.

(3) BOUKHARINE, *op. cit.*, p. 110.

une période « d'approfondissement » sur le plan théorique : un premier chapitre relate les recherches consacrées à l'action de la loi de la valeur et des catégories monétaires-marchandes dans l'économie. Ces catégories ayant obtenu droit à l'existence, le deuxième chapitre porte, comme une suite logique, sur la quête des moyens à mettre en œuvre pour leur assurer un fonctionnement effectif, ou, selon une formule plus synthétique, sur la question de savoir quel doit être le rôle respectif du plan et du marché. Enfin, le troisième chapitre rend compte des théories soviétiques concernant la monnaie.

Pour illustrer le propos, un certain nombre d'auteurs ont été retenus. Ce choix a été forcément arbitraire. Il a été orienté par le souci de dégager certaines des tendances qui se sont fait jour ces dernières années. Il a été souvent ardu en raison de la profusion des conceptions existantes, profusion, qui, selon un auteur soviétique¹, est non seulement la preuve de l'actualité de toutes les questions abordées, mais aussi la preuve de leur faiblesse théorique. Car, poursuit cet auteur, « la partie intéressante des exposés théoriques est souvent négative et se limite la plupart du temps à la critique des points de vue des autres. La raison de cet état de fait est à rechercher dans un manque de hardiesse du point de vue théorique, dans l'absence de lien entre la théorie et la pratique et dans une argumentation souvent mal étayée »².

(1) E.A. VOZNESENSKIJ, in « Diskussionye voprosy teorii socialističeskikh finansov » (Discussion des problèmes théoriques des finances socialistes), Léninegrad, 1969.

(2) E.A. VOZNESENSKIJ, *op. cit.*, p. 6.

PREMIÈRE PARTIE :

DE MARX A STALINE

1. LE PRÉCURSEUR. MARX : LA CONDAMNATION DE L'ARGENT

La condamnation par Marx de « l'argent », ou plus justement de la monnaie au pouvoir aliénant, découle de la théorie de la valeur. Marx fonde toute sa démonstration sur deux éléments qu'il considère comme étant en contradiction dialectique : la naissance d'une solidarité par la division du travail, la négation de cette solidarité par la propriété.

L'échange a fait naître entre les hommes une communauté de travail et de vie. Mais la propriété continue à diviser les producteurs et l'autonomie qui en résulte les oblige à vivre dans une situation d'isolement. En effet, dans cette société marchande, les marchandises s'échangent entre elles suivant les normes d'une équivalence objective et deviennent indifférentes à l'homme.

Dans les sociétés primitives, qui produisaient des valeurs d'usage et non des marchandises, le caractère social de la production s'exprimait comme un rapport direct entre les personnes et le troc laissait entrevoir les rapports subjectifs humains qui sont sous-jacents aux rapports objectifs des choses entre elles. Dans la société bourgeoise basée sur l'échange, les qualités concrètes de la marchandise s'effacent et se coulent dans le moule unique de « la valeur » où s'opère une prodigieuse uniformisation. Dans cette transmutation, les choses deviennent autonomes par rapport à l'homme et la valeur n'est plus qu'un rapport abstrait dès que les relations marchandes dominent la production.

La condamnation de la monnaie découle de cette conception de la valeur. L'idée fondamentale est que l'argent, c'est-à-dire la marchandise, quelle qu'elle soit, qui sert d'intermédiaire dans l'échange a pour effet de matérialiser la valeur incarnée dans des parcelles d'or ou de métal précieux. Le fait monétaire relève de la magie : incarnation du travail humain, la monnaie se trouve être, comme la marchandise, le lieu d'une contradiction mais au second degré.

La monnaie joue son rôle parce que, de même espèce que les autres marchandises, elle jouit par rapport à celles-ci d'un prestige incontesté.

Cette primauté qui lui vaut d'être l'équivalent général, la monnaie semble la tirer de la nature elle-même. De là, ce côté énigmatique, cette conception mystique de l'argent et de l'or. Cet écran que l'argent introduit entre les hommes transforme le monde économique et, par un effet de mirage, la circulation des marchandises échangées par les humains pour satisfaire leurs besoins prend l'aspect de la circulation de l'argent. « La continuité du mouvement échoit ainsi à la monnaie seule quoique le mouvement de la monnaie ne soit que l'expression de la circulation des marchandises qui semble ne résulter que du mouvement de la monnaie »¹. Alors grandit la puissance de la monnaie et « progressivement tout, marchandise ou non, se transforme en monnaie. Rien qui ne devienne vénal, qui ne se fasse vendre ou acheter. La circulation devient la grande cornue sociale où tout se précipite pour en sortir transformé en cristal monnaie. Rien ne résiste à cette alchimie, pas même les os des Saints »².

Toutefois, Marx est revenu sur cette condamnation sans appel de la valeur et de la monnaie à partir du moment où il a conçu l'existence des deux phases du communisme. C'est dans la « Critique du programme de Gotha » qu'il va développer ses idées sur ce point.

Dans les premières pages du *Capital*, la valeur est toujours identifiée à la valeur d'échange. « Une analyse plus poussée de la valeur d'échange », écrit Marx dans ses notes pour le traité d'économie politique d'Adolphe Wagner, « me montre que la valeur d'échange n'est qu'une forme phénoménale, une représentation caractérisée de la valeur contenue dans la marchandise »³. Il distingue donc la valeur d'échange, forme phénoménale exprimée dans le « prix » de la valeur d'usage et il reconnaît qu'il a modifié le texte primitif du *capital* pour tenir compte de cette évolution de sa pensée. A l'opposition entre valeur d'usage et valeur d'échange, qui a centré sa pensée à l'origine, s'est substituée l'opposition entre la valeur et ses formes phénoménales qui sera l'axe de ses développements ultérieurs. La valeur est née avec l'ère bourgeoise, elle ne disparaîtra pas avec elle. La société communiste, première manière, aura pour effet de rétablir cette valeur « naturelle » en la dégageant des formes phénoménales qui en troublent l'établissement dans la société capitaliste. Tandis que la répartition capitaliste se fait à partir d'une valeur économique de forme irrationnelle, la répartition communiste se fera sur la base de la valeur.

« Dans la société communiste (de transition), la marchandise-travail s'échangera contre les autres marchandises dans une stricte égalité tandis qu'aujourd'hui l'échange d'équivalents n'existe pour les marchandises qu'en moyenne et non dans les cas individuels »⁴.

Ainsi ce qui provoque l'objectivation et l'aliénation dans une société

(1) K. MARX, Tome I du *Capital*, p. 132 (Bureau d'éditions, 1^{re} édition, 1938-1939).

(2) *ibid.*, p. 146.

(3) Tome III du *Capital*, p. 268 (Bureau d'éditions, 1^{re} édition, 1938-1939).

(4) *Critique du programme de Gotha*, Editions sociales, 1950, p. 24.

marchande, ce n'est pas le fait que chacun reçoive un salaire proportionné à son travail et touche une part du produit social correspondant à ce salaire, ce n'est même pas le fait de la valeur, c'est-à-dire d'une appréciation en valeur abstraite, en valeur objective du travail et du produit, ce n'est pas le fait de la monnaie, équivalent général mesurant la valeur du travail et des produits, c'est le fait que les valeurs et les prix du marché se fixent au gré de la concurrence des acheteurs et des vendeurs. Mais cette objectivité que le marché acquiert quand il est abandonné à ses impulsions aveugles et égoïstes, il peut la perdre s'il est réglé par une planification absolue. Alors Marx nous fait une description de la société telle qu'il la voit : le travailleur est encore payé « en équivalent », il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail... et avec ce bon il retire des stocks sociaux autant d'objets de consommation que représente une quantité égale de son travail. Dans cette société, l'individu est privé du droit individuel de produire et de vendre. « Il n'y a plus ni échange, ni monnaie. Nul ne peut rien fournir d'autre que son travail »¹. Par ailleurs, « rien ne peut entrer dans la propriété de l'individu que les objets de consommation individuelle »¹. Par tous ces traits, cette société se distingue de la société capitaliste. Mais la valeur subsiste comme principe de répartition. « Pour ce qui est du partage des objets de consommation entre producteurs, le principe directeur est le même que pour l'échange de marchandises équivalentes ; une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme »¹.

Si dans la phase intermédiaire la valeur subsiste, tout le fétichisme inhérent à la valeur dans une société capitaliste a disparu, « puisque désormais, au rebours de ce qui se passe dans la société capitaliste, ce n'est plus par la voie d'un détour (l'échange), mais directement que les travaux de l'individu deviennent partie intégrante du travail de la communauté »¹.

II. LA THÉORIE A L'ÉPREUVE DES FAITS

A — Boukharine et Preobrajensky : La disparition de l'argent (Communisme de guerre)

Pour Marx et ses disciples, la condamnation du système capitaliste et l'instauration d'une ère nouvelle débouchaient ainsi sur la suppression de la monnaie. Mais s'ils en avaient accepté l'augure, les Bolcheviks, lorsqu'ils arrivent au pouvoir en octobre 1917, n'ont ni théorie, ni poli-

(1) Tous ces textes dans critiques des programmes de GOTH A et d'ERFURT aux Editions sociales, 1950, pp. 23-25.

tique pour arriver à ce but et n'ont dans le domaine financier que deux objectifs bien précis :

- nationaliser les banques,
- annuler la dette publique et en particulier la dette extérieure.

Et si l'économie se transforme rapidement en économie en nature pendant toute la période qui sera celle du « communisme de guerre », ce n'est en aucun cas le fait d'un choix théorique. Loin de faire partie d'un plan, la faillite monétaire a été considérée par les responsables comme un véritable fléau contre lequel tous les remèdes étaient bons. Mais en l'absence de ceux-ci et après l'élimination presque totale de la monnaie, la nécessité a été transformée en vertu et l'opinion s'est répandue selon laquelle la destruction puis la disparition de la monnaie avait été un acte de politique délibérée dont l'objectif était double :

— Le premier — ruiner la bourgeoisie — a été évoqué par Preobrajensky dans une brochure sur la décomposition du système monétaire et la dépréciation du rouble. Dans celle-ci il compare la « planche à billets au canon du Commissariat aux Finances qui a mis le feu aux arrières du système bourgeois et utilisé les lois monétaires de ce régime pour le détruire »¹. Et au X^e Congrès du parti en mars 1921, Preobrajensky avec une pointe d'humour félicitait le Congrès sur le fait que « si les assignats émis pendant la révolution française s'étaient dépréciés de 500 fois, la dépréciation du rouble avait été de 20 000 fois » et ajoutait-il « nous avons battu la révolution française par 40 à 1 ». Mais la thèse selon laquelle la dépréciation du rouble avait été initiée ou tolérée par le Gouvernement soviétique afin de ruiner la bourgeoisie en détruisant le système monétaire est une explication ex post d'une évolution qui n'a pu être contrecarrée car il n'existait pas de moyen de faire autrement.

— Le deuxième argument, et le plus populaire de ceux qui ont été invoqués après coup pour expliquer et justifier l'inflation, découlait de la doctrine selon laquelle la monnaie devait disparaître dans la future société communiste. C'est cette thèse que soutiennent Boukharine et Preobrajensky dans *L'A B C du communisme* qu'ils ont rédigé entre mars et octobre 1919 en pleine guerre civile.

Les auteurs y démontrent d'abord, dans un style clair et direct — cet ouvrage étant essentiellement un ouvrage de vulgarisation dans lequel la pensée marxiste est souvent simplifiée et même schématisée — les rouages du système capitaliste dont ils relèvent trois traits caractéristiques :

- 1° la production pour le marché,
- 2° la monopolisation des moyens de production par la classe capitaliste,

(1) *Le papier-monnaie à l'époque de la dictature du prolétariat*, E. PREOBRJENSKY, 1920, p. 4.

3° le travail salarié, c'est-à-dire fondé sur la vente de la force de travail, et ils en annoncent la disparition parce que ce système « contient en lui deux contradictions fondamentales : d'un côté, l'anarchie de la production qui conduit à la concurrence, aux crises, aux guerres ; d'un autre côté, le caractère de classe de la société qui a pour conséquence inévitable la lutte de classe.

« Il faut, et c'est clair, continuent les auteurs, que la nouvelle société soit plus solidement organisée que le capitalisme. Le mode communiste de production implique :

1° que cette société soit organisée. En elle, il ne doit y avoir ni anarchie dans la production, ni concurrence des entreprises privées, ni guerres, ni crises ;

2° que cette société soit sans classe. Son fondement, c'est la propriété commune des moyens de production et d'échange. Dans ces conditions, elle se transforme en une immense communauté fraternelle. Là, il n'y a aucune déperdition dans la production, ni aucune anarchie. Il va sans dire qu'une aussi formidable organisation suppose un programme général de la production.

« Le mode communiste de production ne suppose pas la production pour le marché, mais la production pour les besoins. Seulement, personne ne travaille pour soi, c'est toute la communauté géante qui travaille pour tous. Il n'y a pas ici de marchandises mais seulement des produits, les produits fabriqués ne sont pas échangés les uns contre les autres, ils ne sont pas achetés, ni vendus. Ils sont simplement mis dans les entrepôts communaux et sont livrés à ceux qui en ont besoin. Aussi, nul besoin d'argent »¹.

Ainsi « le régime communiste ne connaîtra pas l'argent. Chaque travailleur mettra son travail dans le creuset commun et n'aura nul besoin d'attestation comme quoi il a livré son produit à la collectivité, c'est-à-dire qu'il ne recevra point d'argent. De même, il n'aura pas à payer d'argent à la collectivité pour se procurer quelque chose »².

Mais cette organisation idéale n'était pas dans l'esprit des auteurs, comme de beaucoup de bolcheviks, pour demain et ne pouvait être appliquée sans le support d'une révolution prolétarienne dans toute l'Europe. Déjà en mars 1919, le programme révisé du parti avait précisé que « dans la *première* période de transition du capitalisme au communisme (souligné par nous — S.R.), l'abolition de la monnaie est une impossibilité »³.

C'est cette idée que reprend Preobrajensky — car ce passage serait de lui —⁴ « Sous le régime socialiste qui doit faire la transition entre le

(1) *A.B.C. du Communisme*, Livre I., p. 83.

(2) *ibid.*, p. 151.

(3) *V.K.P. (B) v resolucijakh*, 1941 et LENINE, *Œuvres*, T. XXIV, p. 103.

(4) P. NAVILLE, *Préface* à la Nouvelle Economique de PREOBRJENSKY, p. 8.

capitalisme et le communisme, c'est tout différent. L'argent est indispensable et joue son rôle dans l'échange des marchandises »¹. Preobrajensky explique cette nécessité par le fait que, en supposant même que toute la résistance de la bourgeoisie ait été vaincue et que ses membres se soient transformés en travailleurs, il subsiste durant cette période une classe paysanne qui ne travaille pas pour la communauté. Le paysan reste donc acheteur et vendeur. Et il poursuit « il est d'autant plus impossible de supprimer l'argent qu'il existe encore un commerce privé, que le pouvoir soviétique ne peut de suite remplacer par la répartition socialiste »².

Preobrajensky poursuit, cependant, son rêve « Mais le socialisme n'est que le communisme en herbe, le communisme en construction. Au fur et à mesure de sa construction, l'argent sera moins utile et l'Etat sera obligé à un moment donné d'étrangler définitivement le système monétaire agonisant »³. Et Preobrajensky va développer une thèse sur la décomposition progressive de la monnaie qu'accréditent, en mai 1918, l'adoption du système de règlements « sans monnaie » et l'obligation pour les institutions politiques et les entreprises nationalisées d'ouvrir des comptes, de déposer leurs avoirs en monnaie à la banque nationale et d'effectuer toutes leurs opérations par chèques et par jeu d'écritures. Ces mesures furent accueillies par beaucoup comme un premier pas vers l'élimination de la monnaie, bien que ces pratiques aient pu être assimilées par certains à celles qui avaient cours dans les pays capitalistes (un auteur dans un article publié dans *Narodnoe Khozjajstvo*, n° 1-2, 1920, p. 7, comparait, en effet, le système des règlements sans monnaie utilisés en U.R.S.S. au système de clearing en usage dans les banques anglaises) mais l'argumentation était viciée du fait de l'utilisation ambiguë du mot monnaie.

Preobrajensky poursuit sa théorie sur la décomposition progressive de la monnaie en expliquant que « toutes les entreprises nationalisées, pareilles à l'entreprise d'un seul grand patron, ont une caisse commune et elles n'ont plus besoin de se faire des achats ou des ventes contre de l'argent. L'échange sans argent est ainsi graduellement introduit »⁴. Même à l'égard des paysans, dans le commerce privé, l'argent est mis au dernier plan et l'acheteur ne peut recevoir du blé que contre les produits manufacturés. La suppression de l'argent est encore favorisée par l'émission par l'Etat d'une énorme quantité de papier monnaie et la diminution toujours plus grande de sa valeur est en réalité une forme élémentaire d'annulation.

Mais le coup décisif sera porté à l'argent par l'introduction de carnets de travail et par le paiement des travailleurs au moyen de « produits ».

(1) *A.B.C. du Communisme*, T. II, p. 151.

(2) *ibid.*, T. II, p. 152.

(3) *ibid.*, p. 152.

(4) *ibid.*, T. II, p. 152.

« Avec ce système, celui qui ne fera rien ne pourra rien avoir avec de l'argent »¹ et Preobrajensky conclut « Actuellement, l'abolition du système monétaire se présente en général de la manière suivante : l'argent est d'abord remplacé par le troc au sein des entreprises nationalisées (usines, chemins de fer, fermes soviétiques, etc.). Ensuite, l'argent disparaît des relations entre l'Etat et ses travailleurs (c'est-à-dire entre le pouvoir soviétique et les ouvriers employés dans ses entreprises). Enfin, l'argent disparaît peu à peu dans les échanges entre l'Etat et la petite exploitation agricole. Il est probable qu'il ne finira par disparaître complètement qu'avec la disparition de cette petite exploitation »².

B — Preobrajensky : La survivance et la transformation de l'argent (période de transition)

En 1921, le soulèvement de Cronstadt, la famine, le brigandage qui sévit dans les campagnes, alimenté par les hordes errantes de soldats démobilisés depuis la fin de la guerre civile, créent une situation extrêmement grave et mettent le régime en péril. Tout le monde est conscient du danger et Boukharine et Preobrajensky sont, au côté de Lénine, partisans du tournant de la N.E.P. que Preobrajensky dans « Anarchisme et communisme » défend contre l'opposition ouvrière qui conserve la nostalgie du communisme de guerre.

Avant toute chose, il s'agit de donner à manger à la population et pour cela il faut obtenir des paysans qu'ils livrent leurs récoltes. On y parviendra en les amadouant : désormais, ils sont autorisés, une fois livrées leurs redevances à l'Etat, à commercer avec le surplus de leurs récoltes et à utiliser le produit de leurs ventes pour acheter des produits industriels. Ce sera le point de départ de la N.E.P.

Cette mesure, pragmatique et circonstancielle, allait avoir des conséquences incalculables : le développement rapide des échanges qu'elle provoqua donnait une vive impulsion à l'économie et rendait vite nécessaire la reconstitution de l'appareil financier démantelé pendant la période précédent et, partant, la restauration de la monnaie.

Personne, semble-t-il, à l'époque où la N.E.P. est mise en route, en mars 1921, n'avait prévu les conséquences de la mesure adoptée, à l'exception de Preobrajensky qui demande alors en vain la constitution d'un comité pour étudier les « implications financières des nouvelles conditions économiques auxquelles nous allons être confrontés ».

Et on va alors assister, pendant toutes ces années qui vont se ter-

(1) *op. cit.*, p. 153.

(2) *ibid.*, p. 153.

miner en 1928, au coup par coup, au gré des fluctuations économiques, des dissensions et des choix politiques :

— Dans un premier temps, la nécessité de relancer et de faire tourner l'économie donne la primauté aux questions monétaires et financières. L'appareil bancaire est reconstitué, une réforme monétaire est opérée en 1924 pour assainir la monnaie et stabiliser son cours, cet objectif étant le corollaire du retour à la liberté commerciale.

— Dans un deuxième temps, ce sont les choix politiques qui l'emportent et l'accent est mis sur l'industrialisation rapide du pays. On va progressivement assister alors à un reflux, sur le plan monétaire : la nécessité de dégager des ressources pour financer les projets grandioses engendre rapidement l'inflation ; il n'est bientôt plus question de soutenir la parité extérieure du rouble qui est détaché de l'or et déclaré inconvertible ; les entrées et les sorties de devises sont interdites et sévèrement réprimées. La période du repliement commence !

C'est à l'amorce de ce tournant, en 1925, que paraît *La nouvelle économique* de Preobrajensky dans laquelle il analyse les lois du développement économique pendant la phase de transition : Pour assurer le triomphe du socialisme, ces lois impliquent l'instauration d'un « monopole socialiste » qui favorisera le renforcement et la concentration entre les mains de l'Etat du pouvoir économique sur l'industrie et le commerce extérieur. Grâce à ce monopole, l'Etat pourra alors pratiquer une politique de prix qui sera une véritable taxation de la propriété privée et ce en vue d'assurer le développement des forces productives. C'est à cette accumulation obtenue par prélèvement sur les ressources normalement consacrées aux salaires et aux revenus du secteur privé que Preobrajensky donnera le nom « d'accumulation socialiste primitive ». L'application de cette loi s'impose, selon Preobrajensky, car « tous les procès essentiels à l'intérieur de l'économie d'Etat, tous les principes universels de la politique économique de l'Etat prolétarien sont avant tout et plus que tout soumis au stade actuel de développement à la nécessité économique de l'accumulation la plus forte possible, de l'économie et de l'épargne les plus grandes possibles »¹.

Cependant, cette application se heurte à un obstacle : le secteur étatisé reste limité et son domaine ne s'étend qu'à une partie de l'ensemble économique. Une grande partie de la production est réalisée dans la sphère de l'économie privée, de l'économie marchande où règne la loi de la valeur. Et Preobrajensky nous montre comment coexistent les deux lois dans le système socialiste-marchand qui est celui de la N.E.P., comment elles interfèrent et se modifient l'une l'autre.

En premier lieu, la résurgence, après le communisme de guerre, des échanges de marchandises par voie monétaire non seulement à l'intérieur de l'économie privée mais aussi pour une part énorme à l'intérieur du

(1) PREOBRJENSKY, *La nouvelle économique*, p. 197.

secteur de l'économie d'Etat a pu faire croire à la puissance de domination intangible de la loi de la valeur en tant que régulateur de tous les procès économiques. Mais entre cette survivance des échanges monétaires et la portée de la loi de la valeur « il est impossible de tracer un signe d'égalité. Nous savons maintenant par expérience, après la Révolution d'octobre, poursuit Preobrajensky, que l'économie d'Etat apparaît historiquement comme la continuation et l'approfondissement des tendances monopolistes du capitalisme et par conséquent comme la continuation des tendances à la dégénérescence et à la liquidation ultérieure de l'économie marchande et de la loi de la valeur »¹.

Mais d'autre part, dans la période de transition, le caractère spontané des rapports du marché et par conséquent, la loi de la valeur, exercent leur influence lors de l'achat par le secteur d'Etat à la petite production des marchandises qui ont simultanément d'autres acheteurs concurrents à l'intérieur du pays. « Dans ce cas, la pression de la loi de la valeur ne s'exprime pas seulement dans les prix, c'est-à-dire dans une expression monétaire, à la périphérie des échanges avec l'économie privée, elle se transmet profondément à l'intérieur du secteur d'Etat en répercutant son influence sur les calculs non seulement de la branche de production touchée, mais aussi de toutes les branches limitrophes, en particulier par l'intermédiaire du niveau général des salaires »².

De plus, les lois de la production marchande exercent leur influence sur l'économie d'Etat non seulement lorsque l'Etat achète des marchandises au secteur privé, mais aussi lorsque le secteur d'Etat réalise la production sur le marché privé. Seulement, les rapports de marché sont dans ce cas formels ; « Tout en conservant la forme du marché et les règlements monétaires, l'on peut atteindre ici à une très haute planification dans la répartition des commandes, en dépit de toutes les oscillations qui proviennent des branches directement liées à l'économie privée »³. Et après avoir dressé le bilan préalable de l'action de la loi de la valeur et de la loi de l'accumulation socialiste, Preobrajensky précise sa pensée et nous dit :

« Nous appelons loi de l'accumulation socialiste primitive la somme de toutes les tendances conscientes et semi-spontanées de l'Economie d'Etat qui sont orientées vers l'élargissement et le renforcement de l'organisation collective du travail dans l'économie soviétique et qui dictent à l'Etat sur la base de la nécessité :

1° des proportions déterminées dans la distribution des forces productives, proportions qui s'établissent sur la base de la lutte avec la loi de la valeur à l'intérieur et en dehors des limites du pays... ;

2° des proportions déterminées d'accumulation de ressources maté-

(1) PREOBRJENSKY, *La nouvelle économie*, p. 201.

(2) *ibid.*, p. 203.

(3) *ibid.*, p. 205.

rielles en vue de la reproduction élargie, notamment aux dépens de l'économie privée »¹.

Quels vont être le rôle et la place de la monnaie dans la « lutte » entre les deux lois ? Curieusement, c'est dans un ouvrage antérieur à la *Nouvelle économique*, anticipation qui, en quelque sorte, en constituerait plutôt la suite logique, que Preobrajensky² va exposer sa théorie sur ce point. Il est composé d'une série de conférences que l'auteur imagine prononcées par un économiste aux environs de 1970 et dont l'une constitue une sorte de rétrospective de l'évolution dans le domaine monétaire.

« Quant au système monétaire, nous dit l'auteur, il s'est révélé d'une très grande vitalité non seulement dans la première des périodes étudiées, c'est-à-dire lorsque les rapports socialistes et capitalistes coexistaient dans l'économie mais aussi dans la deuxième période lorsque le socialisme commence à s'imposer sur toute la ligne. Le système monétaire montra une grande faculté d'adaptation au nouveau type d'économie, toutefois, les fonctions de la monnaie dans une économie planifiée avaient bien entendu nettement changé »³.

Dans le système d'économie capitaliste ou d'économie socialiste marchande « la monnaie était un étalon de la valeur des marchandises, un moyen de circulation et un moyen de paiement. Elle était un des modes de régulation spontanée du processus de production et d'échange ». Au contraire « avec une répartition planifiée des biens de consommation, la monnaie se transforme alors en un instrument auxiliaire de la répartition planifiée »⁴. Et Preobrajensky nous montre comment, du fait qu'elle se trouve dans « l'encerclement socialiste », son rôle économique se restreint, sa signification ancienne n'étant maintenue que dans la partie non socialisée de l'économie et encore non pas pour l'intégralité de celle-ci, mais seulement pour son marché sur lequel se font des échanges relativement peu importants. Ainsi peu à peu les transactions monétaires se restreignent : dans le secteur étatique, en raison de la répartition planifiée des commandes, seul le solde des règlements est effectué en monnaie. En ce qui concerne les salaires, ceux-ci sont versés directement aux coopératives et aux organismes du commerce étatique dans lesquels les ouvriers prennent tout ce dont ils ont besoin.

Au terme de cette évolution, quel rôle continue à jouer la monnaie, se demande Preobrajensky :

— elle peut constituer un moyen de choix plus indépendant sur le marché libre dans la mesure où les ouvriers ont la faculté de percevoir en monnaie la différence entre leur salaire mensuel et la valeur des denrées prises à la coopérative ;

(1) PREOBRJENSKY, *op. cit.*, p. 207.

(2) *ibid.*, *De la N.E.P. au socialisme*, C.N.R.S., Paris, 1966.

(3) *ibid.*, p. 95.

(4) *ibid.*, p. 96.

— pour les entreprises étatiques, la monnaie représente un moyen de règlement entre elles, les coopératives et la paysannerie ; c'est un moyen de paiement ;

— « La monnaie est-elle un moyen d'accumulation ? Certes nous dit Preobrajensky, mais dans le système de crédit où toute l'accumulation du pays afflue régulièrement dans les banques, celles-ci remettent la monnaie en circulation et lors des dépôts, la monnaie ne joue qu'un rôle de certificat pour une certaine part du revenu national »¹.

— Enfin qu'en est-il de la fonction la plus importante de la monnaie marchande, c'est-à-dire de son rôle de mesure de valeur ?

« Du moment où la plus grande part de la production du pays provient déjà de la partie socialisée de l'économie, dirigée par des organes de planification, où ce n'est plus le marché qui dirige l'économie étatique, mais où inversement c'est l'Etat qui a commencé à diriger le marché réduit désormais au rôle de correctif de l'économie planifiée, où en particulier ce n'est plus le marché qui détermine les prix selon l'équilibre spontané entre l'offre et la demande mais où les prix sont déterminés pour le marché : à partir de cette époque, le rôle de la monnaie comme moyen de mesure de valeur commence peu à peu à dépérir »², et conclut Preobrajensky « La monnaie reste dans ces conditions un moyen technique indispensable d'expression de la valeur, compréhensible pour tous. Mais ce qu'elle doit exprimer dans le langage de ses chiffres lui est dicté par la comptabilité et la statistique de l'économie socialiste »³.

C — La période du « grand tournant » Résurgence des théories sur le dépérissement rapide de la monnaie

Si pour Boukharine et Preobrajensky la disparition de la monnaie était une certitude, ils la considéraient comme une impossibilité dans l'immédiat et la reportaient à une échéance lointaine, à la deuxième étape de la construction du communisme.

Mais les difficultés de tous ordres — politiques et économiques — qu'ont suscité à la fin des années 20 l'industrialisation à un rythme rapide et la collectivisation, en entraînant une véritable détérioration de la situation monétaire, ont redonné un regain d'intérêt à ce thème. Toutefois, le centre de la question s'était déplacé : il ne s'agissait plus de savoir quand allait se produire cette disparition, mais comment.

Pour beaucoup, le processus de disparition était en effet amorcé. Etant donné que l'abandon de la N.E.P. survenu pratiquement vers la fin de

(1) PREOBRJENSKY, *op. cit.*, p. 99.

(2) *ibid.*, p. 99.

(3) *ibid.*, p. 100.

1928 et la mise en route du premier plan quinquennal constituaient un gigantesque pas vers le socialisme, il devait s'ensuivre comme une conséquence logique que les banques, le crédit, la monnaie connaissent déjà une véritable métamorphose, que la Gosbank n'était déjà plus une banque au sens réel du mot, que le crédit était une anomalie, etc.

Les discussions centrées autour de ce problème étaient de savoir quelle était la vraie nature et le rôle de ces institutions durant la période de transition. Plusieurs théories étaient avancées dans lesquelles il est assez difficile de relever de profondes différences si ce n'est du fait des échos qu'elles ont suscités à l'époque de leur publication : en effet, les nuances introduites par leurs auteurs faisaient que certains de ceux-ci pouvaient être qualifiés de trotskystes, tel Trakhtenberg alors que d'autres comme Šanin, se faisaient traiter d'opportunistes de droite et accuser de s'accommoder assez bien de la survivance du secteur privé¹.

Ces théories ont exercé une profonde influence lors de l'élaboration de la réforme du crédit de janvier 1930. Les thèses avancées par Kozlov, en particulier, ont fourni une base théorique et une justification rationnelle à l'introduction de l'automatisme dans la distribution du crédit et en matière de règlements ainsi qu'à la suppression de tout contrôle financier sur l'activité des entreprises. Considérant que la planification englobait presque toute l'économie, elles ont permis de soutenir que l'U.R.S.S. était déjà parvenue au-delà de la phase de transition et était entrée dans la phase socialiste. Aussi l'échange de marchandises contre de la monnaie, le crédit, symbole des méthodes affairistes, n'étaient-ils plus des institutions nécessaires et la banque avait-elle cessé d'être une institution de crédit pour se transformer progressivement en un organisme centralisé de comptabilité sociale.

Selon Trakhtenberg², l'échange des marchandises contre de la monnaie (en contradiction avec le schéma socialiste de distribution) et l'utilisation du crédit en U.R.S.S. résultaient de la coexistence d'un secteur socialisé et d'un secteur privé. L'usage de la monnaie et du crédit et le fonctionnement d'institutions capitalistes dans le secteur socialisé étaient dus au fait que, quand ce secteur socialisé entraînait en relation avec le secteur privé (auquel appartenaient ces catégories et ces institutions), il n'agissait pas en tant que système isolé, unifié. La banque soviétique ne pouvait être considérée comme une banque que dans la mesure où elle était en relation avec le secteur privé. Dans ses relations avec le secteur socialisé, elle se transformait en une institution de comptabilité sociale et de contrôle. La survivance du crédit était également un reflet de l'existence d'éléments capitalistes dans l'économie. Le développement des éléments

(1) Arthur Z. ARNOLD., *Banks, Credit and Money in the Soviet Russia*, Ph. D., New York, Columbia University Press, 1937.

(2) TRAKHTENBERG. *Le crédit dans le système de l'économie soviétique* en appendice à l'ouvrage, *Le crédit à l'époque contemporaine et son organisation*, Moscou, 1929, p. 285.

socialistes devait s'accompagner de l'extension des méthodes budgétaires de financement de l'économie. En conclusion, Trakhtenberg considérait que le processus de liquidation des banques, du crédit et de la monnaie était amorcé durant la phase de transition et progressait au fur et à mesure que disparaissait le secteur non socialisé.

Selon Šanin¹, quand le pays avait jugé nécessaire d'adopter la N.E.P., il avait été contraint de conserver des institutions telles que le marché, les banques, la monnaie, etc., pour établir un pont entre les deux secteurs de l'économie. Ces institutions n'avaient aucun rôle à jouer dans le système socialisé. On pouvait regretter qu'il leur en ait été donné un car elles ne pouvaient que contribuer à affaiblir ce système. Mais étant donné que le secteur socialisé se renforçait au fur et à mesure de l'élimination des éléments favorables de la N.E.P., les banques, le crédit allaient perdre leur caractère capitaliste même si subsistait l'environnement capitaliste du secteur privé.

Pour Kozlov², les catégories capitalistes étaient conservées au début de la période de transition. Toutefois, ces catégories subissaient une mutation, perdaient leur nature originelle et finalement disparaissaient. Le processus de « mutation » du crédit était assuré par l'expansion continue du secteur socialisé au détriment du secteur privé, le développement corrélatif et le renforcement de la planification et la substitution au crédit — progressive mais directe — des méthodes budgétaires comme procédé de financement et de répartition du revenu national. La planification et la politique budgétaire étaient donc les deux moyens grâce auxquels se produisaient la mutation et la disparition du crédit (et avec lui de toutes les catégories caractéristiques d'une société dans laquelle les marchandises étaient produites pour être vendues). Jusque-là avait-on dit, le fait d'être planifié était une caractéristique de la politique du crédit, alors que, selon Kozlov, la planification était une méthode qui devait aboutir à la totale disparition du crédit. Le crédit totalement planifié devenait une « redistribution des ressources selon un plan ».

III. LA PÉRIODE STALINIENNE

A — Nécessité de la monnaie, mais d'une monnaie renouvelée

1 — Les prises de position officielles

La fin des années 20 et le début des années 30 ont vu se réaliser la collectivisation dans l'agriculture et la mise en route, sur une grande

(1) ŠANIN « Prolégomènes à la théorie de la banque soviétique », *Problemy ekonomiki*, 1929, n°s 4-5.

(2) KOZLOV « La réglementation du crédit », *Problemy ekonomiki*, 1930, 12.

échelle, de l'industrialisation. L'ampleur des choix faits à ce moment là, la hâte à les mettre en pratique ont provoqué de profondes tensions dans tous les secteurs de l'économie :

— d'une part, le problème s'est posé à la direction stalinienne de dégager à tout prix et quel qu'en soit le coût, les ressources nécessaires à l'industrialisation. Dans ce contexte, la recherche de tout équilibre économique était devenu un mythe et, le maintien de la stabilité monétaire au sens occidental du terme une impossibilité. Ainsi, au début des années 30, les planificateurs et les responsables de l'économie ont-ils été réduits à mettre en œuvre des « programmes de choc » ;

— mais, d'autre part, les responsables de l'économie ont profondément ressenti la nécessité de se donner les moyens de guidage et de contrôle de l'économie et comme cela avait été le cas dans les années passées, toutes les fois où il y avait eu péril, ils ont essayé de trouver un compromis entre l'idéologie et des conceptions plus orthodoxes sur le plan monétaire et financier.

Tout d'abord, pour pallier les méfaits de la réforme du crédit de 1930 destinée dans l'esprit de ses auteurs à hâter la disparition de la monnaie, le Comité central et la Commission centrale ont en premier lieu décidé l'adoption d'un certain nombre de mesures : en 1931, les entreprises ont été dotées de ressources propres distinctes de celles fournies par le crédit, les paiements ont cessé d'être automatiques... Puis ils en sont rapidement venus à l'idée qu'il était nécessaire de livrer une bataille décisive contre tous ceux qui sous-estimaient le rôle et la signification du système financier au « stade actuel » de la construction du socialisme. En février 1932, le caractère anti-bolchevik des idées « gauchistes » favorables à un système de répartition des produits et à la disparition de la monnaie dans la phase de transition était stigmatisé avec vigueur à la conférence du parti. Au cours de ces débats, le commissaire aux finances Grinko déclarait « la dialectique de notre progrès est liée au fait que plus tôt nous organiserons notre système monétaire sur une base saine et plus nous ferons pour stabiliser le Tchervonetz, plus vite sera construite la société socialiste et plus vite il sera possible de nous défaire de cet héritage du passé en le jetant dans la poubelle de l'histoire »¹.

Progressivement, à partir de 1933, la situation économique s'améliorait. L'année 1934 voyait la réunion du XVII^e Congrès dont l'atmosphère suggérait l'accalmie après toutes les tempêtes qui s'étaient déchaînées sur le pays. C'est à ce Congrès que Staline prenait définitivement position sur le problème monétaire. Après avoir prôné le développement du commerce soviétique, fait le panégyrique des travailleurs de ce secteur

(1) Cité par W.Z. ARNOLD, *Banks, Credit and Money in Soviet Russia*, Ph. D., New York, Columbia University press, 1937, p. 438.

et vilipendé ceux qui en annonçaient la disparition, il déclarait au sujet de la monnaie :

« Il a fallu, ensuite, vaincre des préjugés d'un autre ordre (que ceux à l'encontre du développement du commerce). Je veux parler du bavardage gauchiste qui a cours chez une partie de nos militants. Ces derniers prétendent que notre commerce soviétique est une étape franchie ; qu'il nous faut organiser l'échange direct des produits ; que l'argent sera bientôt supprimé puisqu'il est devenu une simple monnaie de compte ; qu'il est inutile de développer le commerce puisque les échanges directs sont une question d'avenir immédiat. A noter que ce bavardage gauchiste de petit-bourgeois, qui fait le jeu des éléments capitalistes visant à faire échec au développement du commerce soviétique, a cours non seulement chez une partie des « professeurs rouges » mais aussi parmi certains travailleurs du commerce. Certes, il est risible et plaisant de voir ces hommes — incapables d'organiser cette simple chose qu'est le commerce soviétique — prétendre organiser ces choses plus complexes et plus difficiles que sont les échanges directs. Mais les don Quichotte s'appellent don Quichotte justement parce qu'ils sont dénués du sens élémentaire de la vie. Ces hommes, aussi loin du marxisme que le ciel l'est de la terre, ne comprennent évidemment pas que l'argent subsistera longtemps encore chez nous, jusqu'à la fin du premier stade du communisme, du stade socialiste de développement. Ils ne comprennent pas que l'argent est cet instrument de l'économie bourgeoise, que le pouvoir des soviets a pris en main, qu'il a adapté aux intérêts du socialisme pour développer à fond le commerce soviétique et préparer ainsi les conditions de l'échange direct. Ils ne comprennent pas que l'échange direct ne peut venir qu'à la suite, être le résultat d'un commerce soviétique idéalement organisé, ce qui n'est pas le cas chez nous, loin de là et ce qui ne se fera pas de sitôt. On conçoit que le parti, désireux d'étendre le commerce soviétique, ait jugé nécessaire de secouer les anormaux de « gauche » et d'éparpiller au vent leurs bavardages petits-bourgeois¹ ».

2 — *Mais il s'agit d'un système monétaire « adapté et utilisé dans l'intérêt du socialisme ». Les mécanismes monétaires ne jouent plus d'une façon anarchique sur un marché, au gré de la loi de l'offre et de la demande. Le plan règle tout à l'avance et la monnaie devient un instrument de comptabilité de la production et de contrôle de l'exécution du plan*

Les affirmations de Staline avaient été admises par tous les économistes qui bien que « sachant parfaitement comment Marx, Lénine et Engels comprenaient le socialisme n'osaient mettre en doute son autorité pour éviter le sort de certains de leurs collègues réduits au silence par

(1) STALINE, *Rapport au XVII^e Congrès du P.C. (b) de l'U.R.S.S., Les questions du Léninisme*, Tome II, pp. 688-689 (Editions Norman, Béthune).

le Guépéou »¹. Une légion d'auteurs mineurs se mit à populariser ses conceptions économiques pendant que d'autres leur cherchaient des assises théoriques. K. Ostrovitianov qui avait abandonné ses idées « boukharinistes » d'antan écrivait sans autre forme de procès que « l'économie soviétique désormais, ne connaîtrait plus de lois objectives parce qu'elle était entrée dans le Royaume de la Liberté où il n'y avait plus qu'une seule catégorie économique : le plan de la dictature du prolétariat »².

Comment fonctionne ce système monétaire « adapté et utilisé dans l'intérêt du socialisme » ? L'économiste Atlas dans un ouvrage publié à Moscou en 1947³ nous le décrit ainsi. La monnaie est nécessaire, nous dit-il, parce qu'elle permet de :

- a) mettre en œuvre le principe socialiste « à chacun selon son travail » ;
- b) normaliser les relations économiques entre les entreprises, comptabiliser et contrôler leur activité ;
- c) organiser les échanges entre la ville et la campagne et atténuer les disparités entre ces deux communautés.

a) *La rémunération du travail*

Le versement des salaires en nature est à rejeter car il aboutit plus ou moins comme le montre la pratique à une sorte de nivellement des rémunérations. Leur paiement en monnaie est, en revanche, une nécessité qui découle du système de répartition du produit social en vigueur en régime socialiste. La constitution du fonds de consommation et sa répartition entre les travailleurs est, en effet, liée à l'existence de la monnaie. Celle-ci constitue un instrument d'une grande souplesse dont l'utilisation permet à la société socialiste de régler la consommation de chacun de ses membres, régulation qui serait impossible sur une longue période si l'on adoptait un système de rémunération en « équivalent-travail ». Cette forme d'évaluation ne permettrait pas en effet de refléter les pénuries relatives, la quantité de travail dépensée pour la fabrication d'un produit étant constante.

b) *Les relations économiques entre les entreprises, la comptabilité de leur production et le contrôle de leur activité*

L'expérience montre que l'organisation et la planification au niveau d'une entreprise ou de l'économie toute entière obéissent à des impératifs différents. Chaque entreprise, en effet, doit pour fonctionner au mieux des intérêts de l'économie dans son ensemble, jouir d'une certaine auto-

(1) Vsevolod HOLUBNYCHY, *The Stifling Impact of Stalin's Dictatorship. The Soviet Economy*, London Nethuen and Co, 1964, p. 343.

(2) *Vestnik Kommunističeskoj Akademii*, 1933, 4, pp. 10 et suivantes.

(3) ATLAS, *Deneznoe obraščenie i kredit v SSSR* (La circulation monétaire et le crédit en U.R.S.S.), Gosfinizdat, Moscou, 1947, pp. 13 et suivantes.

nomie car tous les détails de son activité, tant sur le plan technique qu'économique, ne peuvent être réglés par le centre. Pour lui assurer un fonctionnement sans à-coup, elle est dotée de moyens financiers.

« Au stade socialiste de développement, nous dit Atlas, la compensation des dépenses engagées par l'entreprise et l'attribution à celle-ci d'une partie de l'accumulation réalisée au niveau de l'économie toute entière s'effectuent par le biais de la loi de la valeur, au moyen de l'échange journalier des produits fabriqués avec les autres entreprises. Cette forme nouvelle d'échange (en ce sens qu'il ne se produit pas d'une manière anarchique au gré de la loi de l'offre et de la demande mais qu'il est au préalable planifié par l'Etat) permet à celui-ci de contrôler en permanence le niveau des dépenses de l'entreprise, d'apprécier d'un point de vue qualitatif les résultats de son activité »¹.

Toutefois, les relations marchandises-monnaie qui se nouent entre les entreprises n'ont pas un rôle autonome, mais subordonné. En effet, les flux financiers qui découlent de ces relations sont la résultante des relations de production qui, elles, sont déterminées par le plan.

« La monnaie, comme contrepartie des relations économiques organisées d'une façon planifiée, est ainsi utilisée par l'Etat soviétique comme instrument de contrôle souple et journalier de mesure de la production et de la consommation »².

La régulation de l'économie est réalisée au vu des résultats de ce contrôle : les entreprises qui sont dotées des ressources nécessaires doivent exécuter le plan en respectant les normes qui leur sont imposées (volume de la production, montant des bénéfices, prix de revient, etc.). La non-observation de ces normes entraîne pour elles des difficultés financières, qui sont l'indice des distorsions dans l'exécution du plan.

c) Organisation des échanges entre la ville et la campagne

Dans l'agriculture où la forme de propriété est coopérative, les moyens de production appartiennent aux kolkhoziens qui participent dans la société socialiste à la division du travail, échangeant leurs produits contre des produits industriels. Le droit des kolkhoz et des kolkhoziens sur les biens de production et les produits de leur travail se matérialise dans l'échange qui est lui-même réalisé au moyen de la monnaie. La forme de propriété kolkhozienne et coopérative ne pourrait ainsi exister et se développer sans la monnaie et les échanges monétaires.

La monnaie continue donc de subsister et d'être nécessaire, mais après avoir radicalement changé de nature, conclut Atlas. En effet, l'expression de la valeur — concrétisée dans le prix — est devenue un acte de planification. En régime socialiste, les prix ne correspondent pas non plus

(1) ATLAS, *op. cit.*, p. 16.

(2) *ibid.*

à la valeur d'usage des produits, mais à la différence de ce qui se passe dans le régime capitaliste où les oscillations entre valeur d'échange et valeur d'usage se produisent en raison du fonctionnement anarchique de la loi de la valeur sous l'effet de l'offre et de la demande, les écarts ont cessé d'être le fruit du hasard et sont planifiés. La politique des prix — exprimés en monnaie — devient ainsi la pierre d'angle de toute la politique économique et permet à l'Etat d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixé.

B — Amorce à partir de 1940 du grand débat sur la valeur

Mais la monnaie « adaptée et utilisée dans l'intérêt du socialisme » ne constitue pas à elle seule un instrument efficace pour guider les planificateurs perdus dans la jungle du volontarisme. L'absence de théorie économique, proclamée par de nombreux économistes (par exemple, selon A. Leontiev, les plans centralisés devaient prendre la place des lois économiques dans la société soviétique¹ ; selon Boukharine, l'avènement de la planification devait marquer la fin de l'économie politique²) a eu de graves conséquences : en 1939, par exemple, l'industrie minière du Donbass a connu des difficultés financières extrêmes et n'a pu payer les salaires pendant des mois. Les planificateurs n'avaient, en effet, plus aucun moyen de faire des choix rationnels dans une économie où la terre n'est plus à vendre, les salaires sont fixés par décret et non sous l'action de l'offre et de la demande, les matières premières sont réparties par l'Etat, l'intérêt du capital n'est pas considéré comme un élément du coût et où enfin les prix de détail n'ont pas forcément un lien avec les prix de revient. Si l'efficacité est mesurée par la rentabilité de l'unité productive, comment faire cette mesure dans une économie où certains produits ont un prix volontairement fixé très au-dessous du coût de production pour encourager la consommation alors que celle d'autres biens est freinée par des prix relativement élevés ?

Pour la première fois, en septembre 1940, un éditorial dans *Planovoe khozjajstvo* plaidait en faveur « d'une plus grande attention aux problèmes économiques et à la théorie économique ». En 1940 ou 1941, Staline, dans une déclaration non publiée, pressait les économistes de se mettre à l'ouvrage. Il aurait, paraît-il, « en sa qualité de premier marxiste, élaboré une théorie relative à la nécessité de la production marchande en régime socialiste et au fonctionnement de la loi de la valeur (mais) sous une forme modifiée »³.

La mise en chantier de cet ouvrage a été ajournée en raison de la guerre, mais en 1943, un article sous la signature de L. Leontiev, était

(1) Vsevolod HOLUBNYCHY, *op. cit.*, p. 344.

(2) Cité par I.S. MALYŠEV, in *Obščestvennyj učet truda i cena pri socializme* (Comptabilité sociale du travail et des prix en régime socialiste), Moscou, 1960, p. 55.

(3) *Zycie Gospodarcze*, 1959, 12, p. 12.

publié dans la revue « Pod znamenem marksizma » ; il a été traduit dans le monde entier¹. Dans cet article, l'auteur affirmait qu'il est faux de penser qu'il n'existe pas de lois économiques en régime socialiste... l'idée incorrecte selon laquelle, dans la phase économique du socialisme, la loi de la valeur disparaît, est en contradiction évidente avec de nombreuses propositions des maîtres du marxisme et avec toute l'expérience de la construction socialiste... La société socialiste *asservit*, grâce à son organisation étatique, la loi de la valeur et use consciemment de son appareil (monnaie, commerce, prix, etc.) au mieux des intérêts du socialisme et de la direction planifiée de l'économie nationale.

Mais cet éditorial est passé presque inaperçu en U.R.S.S. et il a fallu attendre plusieurs années pour que le débat s'ouvre vraiment :

— en 1948, L. Leontiev reprenait dans un nouvel article ses principales thèses² ;

— en 1951, un groupe d'économistes était à nouveau chargé de se mettre à la rédaction de l'ouvrage économique dont l'élaboration était en projet depuis 1941. La première ébauche a été soumise à Staline, dont les commentaires ont été publiés à l'automne 1952 sous le titre « Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.³ ».

Staline y affirmait :

1) *que la production marchande et la loi de la valeur existent en économie socialiste.*

Dans l'économie comme dans la nature, il existe des lois objectives qui ne sont pas créées par la volonté des hommes, mais surgissent et se modifient sur la base des nouvelles conditions économiques. Tel est, en particulier, le cas de la production marchande et de la loi de la valeur, ce qui ne contredit pas Engels. En effet, Engels a bien prévu la disparition des relations marchandes à la suite de la prise de possession sociale des moyens de production, mais si l'on se réfère à l'ensemble de son œuvre, il s'agit de la totalité des moyens de production. Or tel n'est pas encore le cas en économie soviétique dans laquelle il existe deux formes essentielles de propriété socialiste : celle de l'Etat et la forme kolkhozienne. L'Etat ne peut donc utiliser directement que la production des entreprises d'Etat, les kolkhoz disposant de la leur comme de leur bien propre. « Aussi la production marchande et les échanges sont-ils une nécessité comme à l'époque où Lénine proclamait la nécessité de développer, par tous les moyens, les échanges⁴.

(1) L. LEONTIEV, « L'enseignement de l'économie politique en U.R.S.S. », *Revue internationale*, 1946, n° 6.

(2) *Vestnik Akademii Nauk SSSR*, 1948, 1, pp. 3 et suivantes.

(3) *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, Editions du Parti Communiste français, Paris, 1952.

(4) *ibid.*, p. 16.

2) mais la production est d'un genre spécial : les biens de production ne sont pas des marchandises.

La production marchande en régime socialiste est d'un genre spécial, elle a à faire, pour l'essentiel, avec des marchandises appartenant à des producteurs socialistes associés (Etat, kolkhoz, coopératives) et sa sphère d'action est limitée à des articles de consommation personnelle. On ne peut en effet considérer les moyens de production dans le régime socialiste, comme des marchandises, car ils ne se vendent pas mais sont simplement répartis par l'Etat entre les entreprises. « Le propriétaire des moyens de production, l'Etat, lorsqu'il les remet à telle ou telle entreprise ne perd aucunement le droit de propriété sur les biens de production, mais au contraire le conserve intégralement »¹. Si l'on parle encore de la valeur des moyens de production, de leur prix de revient, de leur prix de vente, c'est pour deux raisons bien précises :

a) d'un point de vue formel, pour les calculs, pour les règlements, pour établir la rentabilité des entreprises et contrôler leur activité ;

b) dans les échanges avec l'étranger « dans le domaine du commerce extérieur, les moyens de production conservent la propriété de marchandises, tant pour le fond que pour la forme, tandis que dans les échanges économiques à l'intérieur du pays, les moyens de production perdent les propriétés de marchandises, cessent d'être des marchandises, sortent de la sphère d'action de la loi de la valeur et ne conservent que l'apparence extérieure de marchandises »².

3) la loi de la valeur continue d'exister mais sa sphère d'action se borne à celle de la production marchande dans laquelle elle joue un rôle régulateur, mais limité.

La sphère d'action de la loi de la valeur va se calquer sur celle de la production marchande ; c'est-à-dire s'étendre « à l'échange surtout des marchandises à usage personnel. Dans ce domaine, la loi de la valeur conserve bien entendu dans certaines limites, un rôle régulateur »³. Et Staline réfute avec force les arguments de ceux qui soutiennent que la loi de la valeur est une loi constante et que si elle perd sa force comme régulatrice des rapports d'échange dans la seconde phase de la société communiste, elle continue à l'exercer dans cette phase de développement comme régulatrice des rapports entre les diverses branches de la production. Staline repousse avec vigueur une telle affirmation et explique que la loi de la valeur, loi de concurrence et d'anarchie, a été remplacée dans l'économie nationale par la loi du développement harmonieux et proportionnel. Et pour soutenir sa démonstration il demande pour-

(1) *ibid.*, p. 44, Réponse au camarade NOTKIN.

(2) *ibid.*, p. 45.

(3) *ibid.*, p. 18.

quoi, si la loi de la valeur réglait effectivement les « proportions » de la répartition du travail entre les diverses branches de production, les industries légères, en général très rentables, ne seraient pas développées à fond, de préférence à l'industrie lourde souvent déficitaire. Et pourquoi les entreprises de l'industrie lourde où le travail des ouvriers ne produit par « l'effet voulu » ne seraient-elles pas fermées ? « Sans doute, conclut-il, en suivant à la trace les camarades (qui soutiennent cette thèse), il faudrait renoncer au primat de la production des biens de production sur la production des biens de consommation. Et que signifie cette renonciation. C'est rendre impossible la montée incessante de l'économie nationale qu'on ne saurait réaliser sans réaliser en même temps le primat de la production »¹. C'est sans doute la phrase-clé de l'exposé de Staline : il y a des objectifs à réaliser coûte que coûte et il n'est pas encore l'heure d'aborder les problèmes d'équilibre ni de s'en embarrasser. Mais le moment approche où le débat va devenir inéluctable.

(1) *ibid*, p. 21.

DEUXIÈME PARTIE

LA PÉRIODE ACTUELLE : 1953-1970

La mort de Staline, en 1953, peut être considérée dans l'histoire de l'U.R.S.S. comme le point de départ d'une nouvelle époque. Elle est survenue à un moment de crise grave tant dans le domaine économique où sévissaient une pénurie aiguë de biens de consommation et une situation agricole alarmante que sur le plan politique où s'ouvrait une nouvelle purge avec le « complot des blouses blanches ». Tout le monde aspirait alors à autre chose, sentait confusément qu'il fallait changer les méthodes, revenir à des conceptions plus saines en matière de gestion économique. Mais l'évolution qui s'est amorcée, ne s'est poursuivie que très lentement au cours des années qui ont suivi et n'est, certes, pas terminée aujourd'hui. Si dans la réalité, les choses ne sont pas aussi tranchées, on peut, toutefois, distinguer plusieurs phases dans cette évolution, jalonnée par deux importantes réformes :

— en 1957, l'économie est décentralisée et réorganisée sur une base territoriale avec la création des conseils régionaux (sovnarkhoz). Mais de caractère purement administratif, cette mesure n'a guère permis d'apporter des solutions aux problèmes posés ;

— à partir de 1965, la réforme économique est introduite par étapes. Faisant appel à des critères plus spécifiquement économiques, elle n'a pu être conduite jusqu'au bout de sa logique en raison des oppositions qu'elle a suscitées sur le plan doctrinal entre autres, et elle a été rapidement freinée dans son application.

Ainsi tout au long de ces années, le poids de la doctrine est resté très lourd, soit que les mesures adoptées aient été limitées au départ, soit qu'elles aient été empêchées de produire leur plein effet.

Et pourtant, s'est ouverte pour les économistes une longue période d'interrogation et de recherche. L'axe de leurs discussions a été, grosso modo, le suivant.

— Dans un premier temps, l'attention s'est centrée sur le problème de la loi de la valeur et les catégories monétaires-marchandes. Cette loi joue-t-elle et ces catégories fonctionnent-elles en économie soviétique ?

Les « catégories de la valeur » et la monnaie dans l'économie soviétique

— A partir des années 65, la question s'est déplacée pour se poser en termes nouveaux : y a-t-il réellement opposition entre planification et relations monétaires-marchandes ou pour utiliser une terminologie plus occidentale entre plan et marché ?

— Enfin, ces discussions n'ont pas été sans influencer les idées sur la monnaie. Si l'on reconnaît l'existence de la loi de la valeur et accorde une certaine place aux mécanismes du marché, les problèmes monétaires reviennent sur le devant de la scène et la question se pose de savoir quel doit être le fondement de la monnaie dans un régime socialiste ?

I. LA LOI DE LA VALEUR ET LES CATÉGORIES MONÉTAIRES-MARCHANDES

En cette matière, l'évolution, toute en nuances et en degrés, est difficile à cerner. Néanmoins, pour la clarté de l'exposé, on s'est efforcé d'en étudier le déroulement en distinguant, sans doute un peu arbitrairement, trois étapes :

A — la première qui, commencée à la mort de Staline, est celle pendant laquelle ont été soutenues les théories publiées dans la première édition du Manuel d'économie politique ;

B — la deuxième correspond à peu près à la création des sovnarkhoz et a été assez bien illustrée par le congrès des économistes qui s'est tenu à Moscou en 1957 ;

C — quant à la troisième, elle se situe dans les années qui ont précédé la réforme et sera étudiée à travers l'ouvrage de Kronrod¹.

A. La première édition du manuel d'économie politique

Le manuel d'économie politique dont l'élaboration avait été menée du vivant de Staline est publié en 1954. Reprenant les thèses défendues par Staline, il soutient que « dans la mesure où il existe en régime socialiste une production et une circulation de marchandises, la loi de la valeur — catégorie historique liée à l'existence de la production marchande — continue à jouer »² et il s'efforce d'harmoniser cette théorie avec la position-clé du marxisme-léninisme, à savoir que les moyens de production et la terre sont propriété sociale, inaliénable de l'Etat.

(1) Ia. A. KRONROD, *Dengi v socialističeskom obščestve* (La monnaie dans la société socialiste), Moscou, 1960.

(2) *Političeskaja ekonomia. Učebnik* (Economie Politique - manuel), 1^{re} édition, p. 445, 3^e édition revue, p. 516.

Pour ce faire, les auteurs du manuel prennent appui sur la définition de la marchandise qu'a donné Marx dans le *Capital* : est marchandise, tout produit du travail fabriqué non pour un usage personnel direct mais pour l'usage par la médiation de l'échange, par voie de vente et d'achat. Toutefois, pour Marx, la production pour être marchande exigeait, en outre, deux conditions :

1° la propriété privée des moyens de production,

2° la propriété privée des produits fabriqués, car « il n'y a, écrivait-il, que les produits de travaux privés et indépendants les uns des autres qui se présentent comme des marchandises réciproquement échangeables »¹. Certes, pour les auteurs du manuel, « du fait que la production de l'entreprise d'Etat appartient à l'Etat socialiste et la production kolkhozienne aux kolkhoz, la forme nécessaire du rapport économique entre l'économie industrielle et l'économie agraire est l'échange par vente et achat »². Mais la société socialiste est une société sans « propriété privée des moyens de production » poursuivent-ils. Aussi la production marchande socialiste est-elle d'un genre particulier : seuls les produits des fermes collectives et les produits manufacturés, destinés à satisfaire des besoins individuels, sont des marchandises. « La terre, les usines, les équipements industriels, ferroviaires, portuaires, aériens, les machines-outils, etc. ne sont pas mis sur le marché et n'ont pas de valeur d'échange »³ et « la loi de la valeur ne peut donc exercer ses ravages et son action dominatrice comme en régime capitaliste »⁴.

B. Le congrès des économistes de mai 1957

La théorie défendue dans le manuel d'économie politique s'est révélée de moins en moins adaptée aux besoins de l'économie et ses faiblesses sont devenues évidentes à beaucoup.

De nombreux articles ont été publiés dans les journaux. Des réunions ont eu lieu. Deux conférences se sont tenues à Moscou, l'une d'inspiration très théorique, à l'Institut des Sciences en mai 1957 — elle sera étudiée ici — l'autre plus pratique, à l'Université, en janvier 1958. Ces conférences sont importantes à plusieurs points de vue car elles attestent :

1° le changement survenu dans la mentalité des économistes ;

2° le refus des théories passées ;

(1) K. MARX, *le Capital*, livre I, trad. J. ROY, Editions sociales, Paris, 1948, volume 1, p. 57.

(2) *Političeskaja Ekonomia*, 1^{re} édition, p. 440.

(3) *ibidem*, p. 442.

(4) *ibidem*, pp. 109 et 447.

3° une nouvelle approche des problèmes, encore que timide et toute imprégnée des habitudes de pensée qui avaient prévalu jusque-là.

1. Pour commencer, l'attitude « subjective », adoptée par les économistes dans le passé, est sévèrement condamnée. « Pendant longtemps, en effet, ceux-ci se sont contentés, dit l'économiste Paškov, d'affirmer que nos marchandises ne sont pas des marchandises, notre monnaie n'est pas de la monnaie, la loi de la valeur ne fonctionne absolument pas en régime socialiste. Nous avons reçu des démentis dans ces importantes questions de théorie et de pratique économique, mais jusqu'à présent, nous n'avons pas réussi à éclairer la plupart de ces questions et au lieu d'observer la réalité, nous continuons souvent à nous réfugier dans le cercle étroit du syllogisme »¹.

2. Par ailleurs, tout le monde est d'accord pour considérer que les théories soutenues dans le passé sont erronées :

a) « les thèses stalinienne ont, certes, constitué un pas en avant, mais il est faux d'affirmer :

1) que les biens de production ne sont pas des marchandises et qu'ils en ont seulement l'apparence ;

2) que la loi de la valeur dont l'action serait limitée à la sphère des biens de consommation n'agit sur la production que par l'intermédiaire des salaires ;

3) que la production marchande commence à entrer en contradiction avec la construction du communisme et qu'il est nécessaire d'organiser progressivement l'échange direct des produits »².

b) la conception selon laquelle les fonctions de la monnaie se limiteraient à celles d'un instrument de comptabilité est également rejetée. Elaborée au moment où les économistes niaient l'existence de la production marchande et l'action de la loi de la valeur en régime socialiste, tout en reconnaissant la présence des catégories marchandes, cette théorie aurait compté, selon Ostrovitianov, encore des adeptes en 1957.

3. Enfin, si les discussions n'ont pas toujours été très positives, un consensus s'est néanmoins établi, sans ambiguïté sur un point : *l'action de la loi de la valeur n'est pas limitée à certains secteurs, elle s'étend à toute l'économie.*

Mais les raisons fournies pour expliquer l'action de cette loi ont été multiples et les conclusions tirées diamétralement opposées, le cli-

(1) A.I. PAŠKOV, *Zakon stoimosti i ego ispol'zovanie v narodnom khozjaistve v SSSR* (La loi de la valeur et son utilisation dans l'économie nationale de l'U.R.S.S.). Publié sous la direction de Ia. A. KRONROD, Gospolitizdat, Moscou, 1959, p. 182.

(2) K.V. OSTROVITIANOV *Tovarnoe proizvodstvo i ego osobennosti v uslovijakh socializma* (La production marchande et ses caractéristiques dans les conditions du socialisme) in *Zakon stoimosti, op. cit.*, p. 12.

vage s'opérant sur la question de savoir si les relations marchandes existent ou non en régime socialiste. On peut ainsi distinguer deux optiques.

a) *Selon la première, la loi de la valeur joue, mais les relations marchandes n'ont pas leur place en régime socialiste.* Cette thèse a été défendue par Sobol¹ en particulier. Cet auteur, fidèle aux prescriptions de Marx, tout en reconnaissant qu'il est nécessaire de se soumettre à la loi de la valeur, rejette pour l'avenir, l'idée selon laquelle les produits sont des marchandises et s'échangent comme telles.

Et pour étayer sa thèse, il s'appuie sur Marx, citant la lettre écrite par celui-ci à Kugelman, le 11 juillet 1868 : « il est connu que pour obtenir une masse de produits correspondant à une masse de besoins, il sera nécessaire de disposer d'une quantité définie de travail diversifié. Il est bien évident que cette nécessité de la division du travail, dans des proportions déterminées, ne peut disparaître quelle que soit la forme de la production sociale. Les lois de la nature ne peuvent jamais être supprimées. Seule se modifie, en fonction des conditions historiques, la forme selon laquelle ces lois se manifestent. Dans le régime de la propriété privée, la forme sous laquelle s'effectue la répartition proportionnelle du travail est la valeur d'échange... Après la destruction du mode de production capitaliste, la détermination de la valeur restera déterminante pour régler le temps de travail et répartir la force de travail entre les différentes branches de la production. Se donner les moyens d'une comptabilité sera encore plus important que cela ne l'a jamais été »².

Ainsi selon Marx, dit Sobol, dans la société capitaliste, « dans le régime de la propriété privée », les relations marchandes supposent l'échange entre propriétaires différents et il n'y a aucune raison de rejeter cette thèse. Mais dans cette forme de propriété, ajoute-t-il, l'échange ne s'effectue qu'en apparence en fonction de la valeur. En effet, en raison de la concurrence, le prix du bien, qui a été produit en quantité plus grande qu'il n'en faut pour satisfaire la demande, fléchit au-dessous de la valeur. En sens inverse, le prix d'une marchandise produite en quantité insuffisante augmente. C'est en fonction de ces oscillations, parce que les prix varient constamment par rapport à la valeur et non parce qu'il y a échange équivalent que le travail et les capitaux sont répartis dans l'économie.

Dans la société socialiste, poursuit Sobol, l'échange sur ces bases étant banni, il reste cependant impérieusement nécessaire de déterminer la valeur des produits.

Comment les choses se passent-elles ?

(1) V.A. SOBOL, *Zakon stoimosti*, op. cit., p. 168.

(2) K. MARX, F. ENGELS, *Œuvres complètes*, Tome II, édition russe 1955, pp. 441-442.

Tout d'abord, elles sont trompeuses dans la première phase de développement, affirme Sobol : du fait de la coexistence de plusieurs formes de propriété, beaucoup, raisonnant par analogie, s'estiment en droit de dire que la production est marchande non seulement dans les relations entre les différentes formes de propriété, mais également *par contamination en quelque sorte, à l'intérieur même du secteur d'Etat*. Or ces analogies sont purement formelles et on ne retrouve pas dans la société socialiste les caractéristiques de la société capitaliste : c'est ainsi, que pendant des dizaines d'années, les prix, dans certains secteurs, en raison des objectifs du plan, ont été fixés à un niveau inférieur à la valeur et la production ne s'est pas arrêtée comme cela se serait produit dans la société capitaliste.

Supposons maintenant, continue Sobol, que la seule forme de propriété soit la propriété d'Etat, la loi de la valeur jouerait. Ce ne serait pas la valeur découlant des relations marchandes mais la valeur dont parle Marx et qui demande la correspondance entre les dépenses en travail et les besoins de la société pour assurer une répartition équilibrée du travail entre les différentes branches. Cette correspondance, pour s'établir, exige une comptabilité aussi rigoureuse que possible de la production, comptabilité qui n'existe pas encore, ajoute Sobol. En effet, des statistiques sont bien établies, mais elles le sont en des roubles qui expriment des réalités complètement différentes suivant les branches. Certains économistes, conclut Sobol, doutent que l'on puisse parvenir à connaître la quantité moyenne de travail socialement nécessaire, à faire des calculs en travail abstrait. Il y aurait, à son avis, pourtant suffisamment de moyens statistiques pour y parvenir.

b) Selon la seconde optique, la loi de la valeur joue et la production est marchande en système socialiste :

Mais les économistes qui sont d'accord sur cette affirmation de principe, divergent quand il s'agit d'en expliquer les raisons.

1° Certains, comme Ostrovitianov, reprenant en partie l'argumentation stalinienne, se cantonnent dans un domaine purement institutionnel.

2° D'autres, Gatovskij, par exemple, portent le débat sur le terrain économique, assortissant, toutefois, leurs vues d'une restriction importante : il n'est, en effet, pas question de retomber dans les errements capitalistes et de livrer la production à l'anarchie du marché en admettant que les écarts se produisent entre la valeur d'usage et la valeur d'échange au gré de la loi de l'offre et de la demande.

3° Les derniers enfin, et c'est le cas de Batyrev, plus attentifs au climat socio-politique qui est celui de l'U.R.S.S. en 1957, adoptent une position de compromis : l'économiste soviétique a des objectifs à atteindre et s'il est confronté à des problèmes quotidiens, il doit les résoudre en restant le plus près possible de la doctrine et en n'utilisant qu'en dernier ressort les remèdes qui pourraient l'en éloigner.

1° Selon *Ostrovitianov*¹, la révolution socialiste a hérité du capitalisme la production marchande et un certain niveau de développement. Mais en même temps elle a instauré un système planifié de la division du travail. Peu à peu, sous l'influence conjuguée de l'héritage du passé et des apports de la révolution, les formes de propriété qui sont à la base des relations marchandes se sont modifiées et la propriété privée des biens de production s'est transformée en propriété socialiste qui revêt deux formes : la propriété d'Etat et la propriété kolkhozienne, alors que la propriété des biens de consommation est restée privée.

La tâche des économistes, nous dit Ostrovitianov, consiste donc à rechercher les raisons des changements qui continuent à se produire dans la production marchande et dans le jeu de la loi de la valeur à la suite de l'instauration et du développement des formes socialistes de production, fondées sur la propriété sociale des moyens de production sous ses deux formes. Mais pour éclairer le problème, il faut embrasser l'ensemble des relations qui s'instaurent dans l'économie.

— *En ce qui concerne le secteur des biens de consommation*, la division du travail et l'existence de deux formes de propriété sur les biens de production rendent nécessaires, pendant toute la première phase du communisme, les échanges marchands entre l'industrie et l'agriculture, la ville et la campagne. La production a donc le caractère marchand pour tous les biens de consommation, qu'il s'agisse des produits fabriqués par les entreprises d'Etat et les kolkhoz en vue d'être vendus à la population urbaine et rurale ou des produits cultivés sur les parcelles individuelles par les kolkhoziens et mis en vente sur le marché. Dans tous les cas, ces biens changent de propriétaires.

— *En ce qui concerne les biens de production*, le problème est plus complexe, poursuit Ostrovitianov. En effet, d'une part, les entreprises d'Etat fabriquent des produits en vue de les vendre aux kolkhoz, aux coopératives artisanales et aux kolkhoziens. Elles produisent également pour vendre à l'étranger et dans tous ces cas, il y a changement de propriétaires. Mais, d'autre part, une grande partie des biens de production restent à l'intérieur du secteur d'Etat, unique propriétaire. Ces biens sont quand même des marchandises en raison :

— de l'interdépendance des différentes formes de propriété. L'économie socialiste se présente, en effet, comme un tout dans lequel l'industrie, l'agriculture et toutes les autres branches sont unies par des liens étroits, dépendent les unes des autres, s'influencent réciproquement ;

— de l'autonomie des entreprises qui doivent couvrir leurs dépenses en travail « vivant et passé » au moyen de leurs recettes, réalisées grâce à l'échange de leurs produits.

Toutefois, les biens de production, s'ils sont bien des marchandises,

(1) K.V. OSTROVITIANOV, *Zakon stoimosti...*, op. cit., pp. 7-30.

présentent un certain nombre de différences avec les biens de consommation :

1) ils ne changent pas de propriétaire quand ils circulent entre les entreprises d'Etat ;

2) ils sont répartis conformément aux prévisions des plans d'approvisionnement alors que les biens de consommation sont directement achetés et vendus ;

3) ils ne peuvent être ni achetés, ni vendus.

Aussi, à mesure que l'on avance vers le communisme, la transformation des marchandises en produits s'opérera en premier lieu pour les biens de production qui circulent dans le secteur d'Etat. Mais tant que les conditions du passage au communisme ne seront pas réalisées, il est nécessaire, conclut Ostrovitianov, que les relations marchandes se développent dans toute l'économie, y compris dans le secteur d'Etat pour favoriser l'accroissement de la production.

2° Quand à Gatovskij¹, il s'attache plus aux aspects purement économiques du fonctionnement de la loi de la valeur mais sans chercher, comme le fera Kronrod quelques années plus tard, à donner une explication théorique de la présence de cette loi en économie socialiste. Il se borne, en effet, à considérer que le fondement de la science économique socialiste doit être la reconnaissance et l'utilisation des lois économiques objectives, y compris de la loi de la valeur dont il convient de dégager les principes de fonctionnement, celui-ci revêtant deux aspects :

a) L'utilisation de la loi de la valeur est une nécessité objective et on retrouve en système socialiste les constantes inhérentes à toute production marchande :

— le travail concret dans chaque entreprise est exprimé dans une mesure du travail abstraite,

— les produits ont une valeur,

— cette valeur est déterminée en fonction de la quantité de travail socialement nécessaire à la fabrication des produits considérés.

L'échange s'effectue sur ces bases, la valeur étant exprimée en un équivalent général, la monnaie et les produits ayant un prix qui est l'expression monétaire de leur valeur. Sans l'existence des relations marchandes, sans l'estimation en valeur du coût du travail social, des dépenses et des résultats de la production, sans l'utilisation de la valeur pour stimuler les travailleurs, dit encore Gatovskij, le développement planifié de l'économie ne pourrait être mené à bien. Ignorer cette

(1) L.N. GATOVSKIJ, *Rol zakona stoimosti v narodnom khozjajstve SSSR* (Le rôle de la loi de la valeur dans l'économie soviétique) in *Zakon stoimosti...*, op. cit., pp. 31-64.

loi empêcherait le plan d'être exécuté avec succès et limiterait les résultats obtenus dans chaque maillon de l'économie.

b) Mais, en économie socialiste, poursuit Gatovskij, la loi de la valeur ne peut jouer librement comme c'est le cas dans les pays capitalistes où elle est un véritable régulateur, grâce au mécanisme anarchique des prix de production, qui assure la répartition du travail et des moyens de production entre les différentes branches de l'économie.

En système socialiste, à l'anarchie du marché est substituée une organisation planifiée et la répartition de la main-d'œuvre et des moyens de production s'effectue en fonction de la loi de développement planifié et proportionnel, la loi de la valeur ne pouvant jouer indépendamment de celle-ci. Et parvenu à ce point de son exposé, Gatovskij adresse de véhémentes critiques à certains économistes des pays de l'Est qui dans les années précédentes se sont faits les apologistes du « socialisme de marché ».

— En Allemagne de l'Est, des économistes comme F. Behrens et A. Benard par exemple, nous dit Gatovskij, se sont élevés contre une planification trop centralisée et proposant de la remplacer par un système plus décentralisé, en sont venus, en fait, à considérer la loi de la valeur comme le véritable régulateur de l'économie.

— D'autres économistes, comme V. Brus, en Pologne, ont soutenu que le développement de la production doit être stimulé par le mouvement des prix de détail (prix de marché) qui sont des prix « d'équilibre », réfléchissant le niveau de l'offre et de la demande. L'Etat serait ainsi amené, selon Brus, poursuit Gatovskij, à fixer des « prix élastiques » reflétant les raretés, qui seraient de véritables « indicateurs de tension » pour les entreprises et auraient en dernier ressort une incidence sur l'affectation des ressources d'investissement.

Il est bien évident, conclut Gatovskij, que, dans ces théories, le rôle du plan est limité au maximum et est véritablement réduit à celui de « feuille de vigne »¹ masquant l'anarchie du marché. Dans ces conditions, l'Etat n'est plus en mesure de gérer effectivement l'économie et il devient un simple « détecteur » des oscillations du marché, informant les entreprises par l'intermédiaire des prix des exigences anarchiques de la loi de l'offre et de la demande.

3° Selon Batyrev², il ne fait pas de doute que l'on doit tenir compte de la loi de la valeur et que la production est marchande en système socialiste. Mais pour cet auteur, il est parfois difficile de concilier l'existence et le jeu des catégories marchandes avec les impératifs de la construction du socialisme.

(1) L.N. GATOVSKIJ, *Zakon stoimosti...*, op. cit., p. 35.

(2) V.N. BATYREV, *Zakon stoimosti...*, op. cit., pp. 238-247.

Batyrev commence par rejeter la théorie selon laquelle la présence de ces catégories dans le système socialiste s'explique par les différentes formes de propriété, car, nous dit-il, celles-ci sont fondamentalement de même essence : la terre que travaillent les kolkhoziens appartient à l'Etat, les tâches incombant aux kolkhoziens sont définies dans le plan d'Etat et le développement des kolkhoz est assuré, certes, au moyen de leurs ressources propres, mais aussi grâce à des fonds d'Etat. Il faut donc se garder de trouver des analogies formelles dans les relations entre, d'une part le secteur d'Etat avec les kolkhoz et d'autre part, les producteurs entre eux.

Les causes de l'existence de la loi de la valeur et de la production marchande sont, pour Batyrev, à rechercher dans les conditions mêmes de la production socialiste. En effet, tant qu'il n'existe pas encore l'abondance de biens et que l'on n'est pas parvenu à la deuxième phase de développement, il est nécessaire de conserver un système de stimulation matérielle tant pour les membres de la société que pour les entreprises, doublé d'un système de contrôle financier pour ces dernières. Le moteur de ce système, ce sont, hérités du capitalisme, la loi de la valeur et la production marchande. Par ailleurs, dit encore Batyrev, c'est seulement en tenant compte de la loi de la valeur qu'il est possible d'établir la comptabilité de la production, de définir la rentabilité des investissements, de prendre des décisions en matière d'importation et d'exportation et enfin d'assurer l'équivalence des échanges entre les différents secteurs de l'économie.

Mais, pour Batyrev, dans de nombreux cas, la loi de la valeur, si elle jouait librement et pleinement, entrerait en contradiction avec les règles normales du fonctionnement de l'économie socialiste. Et Batyrev nous donne plusieurs exemples :

— les entreprises fournisseuses, même non payées, sont obligées de continuer les livraisons prévues pour ne pas interrompre l'exécution du plan ;

— il existe de nombreuses entreprises qui enregistrent un déficit permanent parce que leur production est nécessaire à l'économie alors que la circulation des biens pour être marchande, exigerait un échange équivalent entre les entreprises permettant de couvrir les dépenses par les recettes ;

— la pratique, consistant à abaisser systématiquement les prix de gros pour éviter que les entreprises n'accumulent des ressources en trop grandes quantités entre en contradiction avec le principe d'autonomie financière destiné à stimuler leur activité.

En conclusion, dit Batyrev, il faut, autant que peut se faire, respecter le plus possible le jeu de la loi de la valeur et n'admettre de la méconnaître qu'en tout dernier ressort. Il existe, en effet, avant d'en arriver là, tout un arsenal de moyens à utiliser, permettant d'atteindre d'une manière plus satisfaisante, les objectifs planifiés.

C. Ia. A. Kronrod

Ainsi dès le Congrès de 1957, est-il généralement admis que l'action de la loi de la valeur s'étend à toute l'économie, qu'il s'agisse de biens de consommation ou de biens de production et que, à l'exception de gens comme Sobol, les catégories monétaires-marchandes existent en système socialiste.

Mais pour la plupart des auteurs, ces catégories héritées du passé, ne peuvent être considérées que comme une survivance. Utiles pendant la phase de transition, elles ne sont pas des catégories du socialisme et devront disparaître avec l'accession à la phase supérieure, avec l'avènement du communisme.

Vers les années 60, un nouveau pas est, semble-t-il, franchi. Pour un auteur comme Kronrod¹, par exemple, les relations monétaires-marchandes ne doivent pas être considérées comme une survivance du passé résultant de l'existence de deux formes de propriété entre lesquelles s'effectuent les échanges par le moyen d'achats et de ventes, mais sont de l'essence même de la société socialiste, lui sont inhérentes du fait des contradictions qui sont propres à cette société et qui résultent de la division du travail.

a) *La production marchande est de l'essence de la société socialiste.*

Les raisons de cette inhérence sont à rechercher dans les particularités de la société socialiste même.

La propriété sociale de tout le peuple qui correspond à la forme de développement socialiste des forces productives, confère au travail un *caractère directement social*. Mais du fait qu'il existe des inégalités effectives entre les travailleurs dans le processus de production (travail intellectuel et physique, travail de force, qualifié et non qualifié, simple et complexe), le travail se caractérise par *la non identité du point de vue social*.

Grâce à ce travail non identique, fourni par chaque membre de la société dans les unités de production autonomes, sont fabriqués des produits divers qui sont échangés entre eux. Mais pour que cet échange remplisse sa fonction économique, à savoir :

— répartir le travail entre les différentes unités de production et assurer la circulation des biens d'un maillon de la production à l'autre,

— encourager chaque unité de production, chaque travailleur individuel à accroître sa productivité,

il doit intervenir selon des critères d'équivalence et devra obligatoirement revêtir une forme marchande.

(1) Ia. A. KRONROD, *op. cit.*

Le caractère marchand de la production et de l'échange en régime socialiste découle donc directement de la contradiction qui existe entre, d'une part, la somme de travail dépensée pour la formation du produit social global et d'autre part le travail individuel ou collectif nécessaire à la production dans les différentes entreprises. En effet, dans le processus de l'échange équivalent, le travail non identique, non comparable, ayant des valeurs différentes pour la société est ramené à une norme moyenne de travail social. Ainsi, la production marchande est-elle inhérente aux formes de production socialiste et s'étend à toutes les sphères de l'économie, qu'il s'agisse de la sphère de production des biens de production ou de celles des biens de consommation, du secteur d'Etat ou du secteur kolkhozien. Le produit social global (à l'exclusion de la part consommée en nature dans les kolkhoz et par les particuliers) est produit et circule sous la forme de marchandises.

b) *L'appropriation collective des moyens de production transforme la production marchande en une production d'un genre particulier.*

Alors que le fondement de la production marchande dans les sociétés antérieures au socialisme était et reste les différentes formes de propriété privée, dans les conditions du socialisme, ce qui distingue cette production marchande, c'est le fait qu'elle soit basée sur la propriété collective. Pour cette raison, on peut parler de production marchande d'un genre particulier qui présente les caractéristiques suivantes :

1. La circulation marchande recouvre tous les biens entrant dans la composition du produit social à l'exception des fonds fixes (usines, installations), du sol et de la force de travail. Toutefois, la reproduction de ces biens ou le renouvellement de cette force de travail sont commandés par les conditions qui prévalent dans le secteur de la production marchande. En effet, bien que n'étant pas échangeables par achat et vente, ils ont une valeur qu'il est nécessaire de connaître et de fixer pour procéder à leur amortissement, à leur remplacement. Cette valeur est exprimée par l'intermédiaire des produits que ces biens ont permis de fabriquer, dans lesquels elle est progressivement transférée et qui sont échangés sur des bases équivalentes.

2. Les relations marchandes doivent être considérées comme un lien économique *complémentaire* à côté des « liens directs » qui résultent de la propriété collective et qui, par le biais de la planification, unissent tous les producteurs dans l'ensemble de l'économie.

3. Le mécanisme de la production marchande est un *adjuvant* de la planification dont il facilite le fonctionnement. Bien que nécessaire, du fait de la contradiction qui existe, en système socialiste, entre le travail directement social et le travail individuel ou collectif au niveau de l'unité de production, la circulation marchande ne détermine plus, comme en régime capitaliste, les proportions de la reproduction, cette tâche incombant au plan. Mais elle continue à jouer un rôle très important dans l'économie car c'est sous la forme de valeur que

s'effectuent toutes les opérations de planification, qu'il s'agisse de l'élaboration des objectifs du plan ou de leur réalisation.

Ainsi, les relations marchandes s'établissent à tous les niveaux de l'économie :

- entre le secteur d'Etat et le secteur kolkhozien (échange de biens de production et d'une partie des biens de consommation),
- entre les particuliers et les magasins d'Etat,
- entre les particuliers sur le marché kolkhozien (où elles revêtent le même caractère d'anarchie que dans les pays capitalistes),
- et enfin dans le secteur d'Etat lui-même (échange de moyens de production et de biens de consommation).

« Mais les relations qui se nouent entre les entreprises productrices et les entreprises consommatrices, entre les entreprises de gros et les entreprises de détail ont ceci de particulier qu'il n'y a pas de changement de propriétaire. La circulation marchande se présente alors comme une métamorphose de la valeur, assurant le mouvement de la valeur d'usage entre les entreprises d'Etat, économiquement indépendantes les unes des autres »¹.

Dans ces conditions, comment le produit qui ne change pas de propriétaire devient-il une marchandise ? demande Kronrod qui poursuit : « la définition selon laquelle est marchandise, le produit sur lequel, au moyen de l'achat et vente, le vendeur perd son droit de propriété au profit de l'acheteur, répond parfaitement aux conditions des relations marchandes fondées sur la propriété privée. Mais même dans ce cas, elle laisse dans l'ombre le contenu économique de la catégorie marchandise et n'exprime que des rapports de droit »².

Kronrod rappelle d'ailleurs que Marx, lui-même, a éprouvé le besoin de préciser sa pensée pour tenir compte de l'aspect économique des relations marchandes et qu'il a écrit dans le *Capital* : « pour produire des marchandises, le producteur doit produire non seulement des valeurs d'usage, mais des valeurs d'usage pour les autres, des valeurs d'usage sociales »³. Engels a heureusement complété cette formule « pour être marchandise, le produit doit être remis, par une opération d'échange entre les mains de celui à qui elle sert comme valeur d'usage »⁴.

Cette précision, conclut Kronrod, est extrêmement importante car elle rend compte de la nature économique des relations marchandes, à savoir que la marchandise, c'est le produit qui passe, au moyen de la vente et de l'achat, des mains du producteur entre celles du consom-

(1) Ia. KRONROD, *op. cit.*, p. 142.

(2) *ibidem*, p. 142.

(3) (4) K. MARX, *Le Capital*, Tome I, édition russe, p. 47 (cité par KRONROD).

mateur, sur la base d'un échange équivalent du travail incorporé dans ce produit.

La démarche de Kronrod a une grande portée car elle ouvre la voie à des recherches nouvelles visant à sortir la théorie du formalisme dans lequel elle s'était enlisée et en leur assurant la pérennité, à réhabiliter les « lois objectives dans leur fonction économique ».

Cet aspect des choses n'a, d'ailleurs pas, été sans attirer les foudres sur Kronrod qui en note de son ouvrage¹ éprouve le besoin de se défendre vigoureusement contre les attaques d'un économiste polonais, S. Albinovskij. Celui-ci écrit : « si j'ai bien compris Kronrod, alors l'économie marchande serait nécessaire durant toute l'existence de l'humanité »¹. Kronrod répond par des affirmations plus que par une démonstration très convaincante : « les raisons de l'existence de la production marchande ne sont pas le fait de toutes les différences existant dans le travail social, mais seulement de la non-identité sociale qui rend nécessaire l'échange équivalent des produits et fait naître des contradictions non antagonistes dans le travail social. Cette non identité est seulement de l'essence du socialisme. Elle disparaîtra au moment où s'effectuera le passage à la seconde phase du communisme »².

II. PLAN OU MARCHÉ

A la base de toutes les discussions qui opposaient, en quelque sorte, planification et relations monétaires-marchandes, il y avait un vice méthodologique fondamental et une contradiction certaine entre le fait de reconnaître l'existence de ces relations et de maintenir l'allocation centralisée des ressources dans un plan impératif. La réforme, rendue nécessaire par une situation économique difficile, s'est donnée pour objectif de modifier cet état de chose. Tous les ouvrages récents font ressortir un état d'esprit nouveau plus préoccupé des problèmes économiques concrets que de justifications théoriques. Pour beaucoup d'auteurs, « la façon dont la question a été posée dans le passé rappelle les discussions scholastiques du Moyen Age »³. Et l'on assiste à une véritable prise de conscience de la situation paradoxale à laquelle on est parvenu. En effet, « plus le niveau de développement s'élève, plus s'estompent les différences entre les deux formes de propriété, entre la ville et la campagne, entre le travail manuel et le travail intellectuel, en un mot plus les raisons que beaucoup d'économistes (en fait, Staline et ses partisans) ont donné pour justifier l'existence de la production

(1) Revue polonaise : *Polityka*, 8 mars 1958.

(2) KRONROD, *op. cit.*, p. 135.

(3) N.P. FEDORENKO, *O razrabotke sistemy optimal'nogo funkcionirovanija ekonomiki* (Elaboration d'un système de fonctionnement optimal de l'économie), Moscou, 1968, p. 28.

marchande, perdent de leurs forces et plus la nécessité de développer les relations monétaires-marchandes entre les entreprises devient impérieuse et plus les catégories comme (la monnaie), les prix, les bénéfices, le crédit, la rémunération du capital, etc. jouent un rôle important »¹.

Ainsi une évolution s'est produite dans le domaine de la doctrine et si l'on en croit un auteur comme Lisickin : « il n'y a actuellement plus un seul économiste sérieux pour nier l'action de la valeur dans les conditions du socialisme ou mettre en doute la nécessité d'utiliser les relations monétaires-marchandes et approfondir les principes de planification dans notre économie »². Un auteur comme Atlas écrit encore « l'expérience de la construction du socialisme en U.R.S.S. et dans d'autres pays nous convainc que non seulement la suppression de la monnaie, mais même l'affaiblissement de son rôle et le rétrécissement de sa sphère d'action ont une influence négative sur l'économie et le bien-être des travailleurs. Sans l'utilisation des formes monétaires-marchandes, il n'est plus possible d'organiser et de planifier la production socialiste dans son ensemble et dans chaque entreprise en particulier »³.

Le problème qui se pose depuis 1965 n'est donc plus d'expliquer la survivance des catégories monétaires-marchandes en économie socialiste, mais de savoir :

1° Pourquoi, non plus d'un point de vue théorique, mais pratique, « objectif » elles ont un rôle à y jouer.

2° Quel doit être ce rôle, la question pouvant se résumer en deux termes : plan ou marché ?

1. *Pourquoi les catégories monétaires-marchandes ont-elles un rôle à jouer dans l'économie socialiste ?*

On assiste sur ce point à un changement d'attitude très net. Dans le passé, tous les auteurs s'efforçaient de fournir des explications théoriques pour justifier l'existence des catégories monétaires-marchandes. Ils affirment désormais qu'il existe dans l'économie socialiste des intérêts divergents et que l'un des problèmes, mis au premier plan par la réforme, est celui de leur interrelation, de leur hiérarchisation et de leur harmonisation.

Très vite après la Révolution d'Octobre, l'idée selon laquelle il suffisait de nationaliser les moyens de production et de liquider les classes exploitricies pour parvenir à une parfaite « homogénéisation » des intérêts économiques, est apparue comme tout à fait simpliste. Certes, dans la société socialiste, les relations atomistiques résultant du morcellement de la propriété privée ont été supprimées et du même coup l'opposition

(1) N.P. FEDORENKO, *op. cit.*, p. 27.

(2) G.S. LISICKIN, *Plan i rynek* (Plan et marché), Moscou, 1966, p. 3.

(3) Z.V. ATLAS, *Socialističeskaja deneznaja sistema* (Le système monétaire socialiste), Moscou, 1969, p. 339.

et la contradiction antagonique des intérêts de classe. « Mais en même temps, dans les nouvelles conditions de production s'est établie une autre structure d'intérêts individuels, collectifs (de groupes), sociaux (du peuple tout entier) »¹.

La société doit donc rechercher les moyens d'harmoniser, de régler ces intérêts divergents et il n'existe que deux façons d'y parvenir soit « par le mouvement des prix des marchandises », soit « par un contrôle direct, conscient de la société sur le temps de travail, ce qui n'est possible que dans un système de propriété sociale ». Cette dernière forme de régulation ne pourra être mise en œuvre qu'à la phase communiste, quand la planification, grâce à des méthodes perfectionnées d'optimisation, sera en mesure d'assurer la répartition du temps de travail disponible dans la société entre les différentes branches de l'économie. « Mais en régime socialiste, les deux formes de régulation coexistent et la planification fonctionne dans les conditions d'un système ramifié d'intérêts divergents, contradictoires »².

2. Plan ou marché ?

A cette question, des réponses différentes sont données³.

Tout de suite après la réforme, un auteur comme G.S. Lisickin, par exemple, a pu soutenir des conceptions relativement hardies : le plan — qui conserve un rôle important — doit être établi à partir des indications fournies par le marché, doit être une émanation du marché, car, dit Lisickin : « la vie donne trop d'exemples que la loi de la valeur est le régulateur de l'économie »⁴.

(1) Ia. G. LIBERMAN, *Gosudarstvennyj byudžet SSSR v novykh uslovijakh khozjaistvo-vanija* (Le budget d'Etat de l'U.R.S.S. dans les nouvelles conditions économiques), Moscou, 1971, p. 8.

(2) Ia. G. LIBERMAN, *op. cit.*, p. 13.

(3) Il est parfois malaisé d'en distinguer toutes les nuances. Aussi une classification comme celle que donne J.G. ZIELINSKI in *Economics and Politics of Reforms in East Europe*, University of Glasgow, juin 1970, apporte-t-elle une clarification non négligeable, toutes choses égales d'ailleurs.

Cet auteur distingue deux types de porteurs d'information permettant à l'organisme de planification de transmettre celles-ci aux exécutants du plan : les directives administratives et les paramètres économiques (prix, salaires, impôts, taux d'intérêt, etc.). Le propos des réformes (et des auteurs étudiés ci-dessous) est d'introduire plus largement le système des paramètres économiques, mais la question se pose alors de savoir qui détermine ces paramètres : l'organisme de planification ou le marché ? J.G. ZIELINSKI est ainsi amené à distinguer deux types de réformes : celles qui ont un système de paramètres « déduits », qui sont « guidées par le marché » (Hongrie) et celles qui conservent un système de « paramètres induits » et qui sont « dirigées par le plan » (la majorité des pays de l'Est). Mais pour ZIELINSKI, « il n'y a pas de type de réformes pures ». Les réformes « guidées » par le marché emploient simultanément des paramètres déterminés par le plan (l'intention déclarée étant d'accroître les paramètres économiques) (p. 3).

(4) G.S. LISICKIN, *op. cit.*, p. 61.

Plus récemment des auteurs comme Ia. A. Kronrod¹ et Ia. G. Liberman² — leurs ouvrages sont parus en 1970 — font certes une large place au marché, mais, nous dit Kronrod, « le développement planifié est une loi du socialisme. Voilà pourquoi les propositions de toutes sortes visant à remplacer le plan par le mécanisme autorégulateur du marché et à transformer les plans en une liste de chiffres de contrôle n'ayant pas un caractère obligatoire (en une planification indicative, comme il l'appelle), ce qui revient en fait à émasculer la gestion planifiée, ne correspondent pas aux principes qui régissent l'économie planifiée centralement »³.

Toutefois, ces deux auteurs, s'ils sont d'accord sur la nécessité de parvenir à une combinaison du plan et du marché, divergent assez sensiblement sur les modalités de cette combinaison.

Ia. G. Liberman fait certes, une place au marché. A son avis, si « le marché est subordonné au plan, ce dernier doit (tout de même) être établi à partir des indications fournies par le marché et compte tenu des relations qui se nouent sur le marché »⁴. Mais il considère qu'il y a deux niveaux de relations dans l'économie socialiste :

— l'un, le domaine du budget où prévalent les relations directes, non fondées sur l'échange équivalent ;

— l'autre, le domaine du marché limité aux entreprises où s'établissent les relations indirectes, monétaires-marchandes.

En revanche, pour Kronrod qui condamne ceux qui font « une séparation artificielle entre la production socialiste en général et la production de l'entreprise »⁵, « ignorer l'action de la loi de la valeur dans l'économie dans son ensemble revient non seulement à fermer les yeux sur les traits spécifiques et réels, les particularités historiques de la société socialiste, mais aussi à amputer la réforme de ses raisons objectives »⁶.

A. G.S. Lisickin⁷

C'est à un véritable plaidoyer, de ton très polémique, en faveur d'une révision totale, en profondeur, des rapports qui unissent plan et marché que se livre G.S. Lisickin. Le ton de l'ouvrage est nouveau et l'idée

(1) Ia. A. KRONROD, *Zakon stoimosti i socialističeskaja ekonomia* (La loi de la valeur et l'économie socialiste), Moscou, 1970.

(2) Ia. G. LIBERMAN, *op. cit.*

(3) Ia. A. KRONROD, *op. cit.*, p. 53.

(4) Ia. G. LIBERMAN, *op. cit.*, p. 23.

(5) Ia. A. KRONROD, *op. cit.*, p. 49. Ses critiques visent N.A. ČAGALOV, mais elles pourraient tout aussi bien s'adresser à Ia. G. LIBERMAN.

(6) Ia. A. KRONROD, *ibidem*, p. 50.

(7) G.S. LISICKIN, *op. cit.*

maîtresse qui s'en dégage est que la réforme, comme tout système économique, a une logique qui ne doit pas être contrariée si l'on veut sa réussite. Depuis quelques années, nous dit-il, on a bien reconnu que la loi de la valeur, les catégories monétaires-marchandes avaient un rôle à jouer, mais on s'est arrêté à mi-chemin du raisonnement. On est parvenu au moment où il faut prendre conscience du fait que « ce ne sont pas ces catégories qui sont responsables de tous les maux, mais les conditions dans lesquelles elles sont amenées à fonctionner »¹. Et pour appuyer cette affirmation, Lisickin se réfère à Lénine qui avait eu le mérite, nous dit-il, « de reconnaître le jeu de la loi de la valeur et cette reconnaissance débouchait logiquement sur celle du marché et des catégories qui lui sont inhérentes »². Dans les conditions de la N.E.P., la production dans les entreprises d'Etat n'était plus un acte séparé artificiellement de tout le processus économique mais réalisé en vue de l'écoulement des produits. Ainsi les entreprises étaient-elles incitées à se sentir responsables et à cesser de conduire leurs affaires d'une manière purement formelle : « elles savaient alors parfaitement que la production n'a de prix que si elle trouve à s'écouler et que l'écoulement n'a de sens que s'il permet de reconstituer des stocks pour produire de nouveau, c'est-à-dire si s'accomplit sur le marché et par l'intermédiaire du marché tout le processus de reproduction »³ et, ajoute Lisickin, le plan n'était plus alors considéré comme un but en soi, mais comme l'un des maillons de la longue chaîne économique inséparable de la réforme monétaire et de l'étude des processus sur le marché.

Cette mise au point s'accompagne logiquement de critiques à l'encontre de théories, qui ont encore cours. Ces critiques sont intéressantes, car elles éclairent un certain nombre des problèmes qui se posent et permettent de comprendre les attermoissements constatés dans la réalisation de la réforme.

a) *Les critiques :*

Elles s'adressent à des théories de plusieurs ordres, dit Lisickin.

— Il y a tout d'abord le dogmatisme⁴. Il a été condamné dans le passé, mais malheureusement il n'a pas complètement disparu et à ce titre, exige qu'on en parle. Il peut être considéré comme responsable du formalisme qui a réglé toute la vie économique durant de longues années et, d'un certain point de vue, l'imprègne encore.

— Un autre dogme a également la vie dure : la loi de la valeur ne

(1) G.S. LISICKIN, *op. cit.*, p. 46.

(2) *ibidem*, p. 26.

(3) *ibidem*, p. 26.

(4) Un auteur comme M.V. KOLGANOV in *Sobstvennost' v periode pereknoda k kommunizm* (La propriété dans la période de passage au communisme), Moscou, Ekonomika, 1963, a pu écrire p. 38 « qu'arrive le moment où il n'y aura plus qu'un seul propriétaire dans la société socialiste et il n'y aura plus de relations monétaires-marchandes ».

serait pas le régulateur de l'économie et pourtant la vie démontre le contraire. L'histoire économique de l'U.R.S.S est, en effet, riche en exemple : jusqu'en 1953, les prix des collectes dans l'agriculture sont restés au niveau de 1928, alors que dans le même temps, les prix des produits industriels étaient plusieurs fois multipliés. Les conditions de l'échange se sont complètement détériorées et la production agricole a connu un net recul. Au plenum de 1953, les prix agricoles ont été considérablement relevés : la production s'est alors accrue à un rythme rapide. On pourrait rappeler de nombreux autres faits de ce genre à l'occasion desquels la loi de la valeur a fait la preuve de son importance, en quelque sorte, par l'absurde.

« Pourquoi ignorer l'action des forces qui travaillent objectivement pour nous, qui règlent l'économie dans le sens voulu ? »¹ demande alors Lisickin. C'est parce que, répond-il, on identifie le fonctionnement de la loi de la valeur dans le système socialiste à celui qu'elle a dans le système capitaliste et qu'on lui suppose les mêmes résultats. Mais c'est un point de vue complètement erroné. « Nier le rôle régulateur de la loi de la valeur revient à séparer, à opposer artificiellement cette loi et le plan. C'est considérer que ces deux catégories s'excluent l'une l'autre »². En revanche, admettre son influence sur l'économie n'équivaut pas à diminuer la signification du plan. Au contraire, le rôle de celui-ci se trouve accru du fait qu'il est établi non sur des bases subjectives, mais selon des critères objectifs, scientifiques »³.

— Enfin, il est pour Lisickin, un troisième point sur lequel sont conservées des idées qui tournent le dos à la réalité : certains économistes, en effet, considèrent qu'en régime socialiste, est éliminée la contradiction dialectique mise en lumière par Marx dans le caractère du travail en régime capitaliste (opposition entre, d'une part, le travail concret produisant des valeurs d'usage et d'autre part, le travail abstrait, fondement de la valeur d'échange ou valeur marchande, l'évaluation sociale de cette valeur se faisant anarchiquement sur le marché). C'est ainsi, dit Lisickin, que des auteurs comme V. Sukharevskij par exemple, peuvent écrire : « (en régime socialiste) le profit ne peut être le but de la production car celle-ci est réalisée pour satisfaire les besoins matériels et spirituels de toute la société. Déjà le profit ne règle plus les préférences pour la production de telles ou telles valeurs d'usage mais ne constitue plus qu'un critère, parmi d'autres, permettant de comparer l'efficacité des dépenses en travail dans l'entreprise pour la fabrication d'un produit donné »⁴. La question de savoir si ce produit répond ou non aux besoins de la société est ainsi reléguée au second plan, constate Lisickin, l'indice « brut » en nature de la production

(1) G.S. LISICKIN, *op. cit.*, p. 63.

(2) *ibidem*, p. 63.

(3) *ibidem*, pp. 63-64.

(4) *Ekonomičeskaja Gazeta*, 1965, 49, p. 13.

restant l'indicateur fondamental et le profit n'ayant plus qu'un rôle secondaire, purement comptable.

Or, conclut Lisickin, une telle conception aboutit à considérer que tout travail concret, produisant des valeurs d'usage, est socialement utile, cette utilité étant appréciée directement par l'organisme de planification sans être testée d'un point de vue économique, et plébiscitée par le consommateur.

Ainsi, d'une part, il est faux de dire que tout travail est utile, il suffit pour s'en convaincre de se promener dans les entrepôts où s'amoncellent des stocks de produits invendables. D'autre part, vouloir orienter la production sans tenir compte du double aspect du travail (travail concret, travail abstrait), c'est se condamner à ne pas tenir compte de la productivité et se cantonner dans des méthodes de travail primitives, archaïques.

b) Les conceptions relatives à la réforme

Qu'y a-t-il de nouveau dans la réforme, dans la façon de poser le problème du développement des relations monétaires-marchandes ? Lisickin y voit plusieurs points :

— il considère, tout d'abord, qu'il y a extension de leur domaine d'action. Celui-ci n'est plus limité aux kolkhoz, mais s'étend aux entreprises d'Etat. Il s'agit, d'autre part, d'autre chose que de comptabilité monétaire ;

— il y voit également une normalisation : les relations monétaires-marchandes, la loi de la valeur, utilisées jusque-là à titre presque exceptionnel, sont désormais considérées comme des catégories normales de gestion économique, inhérentes au socialisme, faisant partie d'une politique d'ensemble ;

— enfin, il estime qu'il y a une modification des conceptions en profondeur et c'est sans doute là que se trouve la pierre d'angle de la réforme : le fait d'apprécier l'activité des entreprises en fonction des ventes et du profit réalisés donne un tout autre impact à la théorie du travail immédiatement social. La transformation de la marchandise en monnaie cesse d'être un acte formel et la vente permet désormais de savoir si le travail social est utilisé et réparti d'une façon judicieuse, de contrôler le bien-fondé des plans. C'est qu'en effet, nous dit-il « l'appréciation du travail utilisé dans une entreprise n'est plus l'affaire de cette entreprise, ni de l'organisme de planification, mais celle du consommateur. Indirectement, par le canal du commerce, c'est le consommateur qui exprime, en fin de compte, un jugement sur la question de savoir si une dépense en travail doit être faite et sa voix a un pouvoir prépondérant dans la détermination du rythme de croissance et du volume de telle ou telle production »¹.

Le problème qui se pose maintenant aux responsables de l'économie

(1) G.S. LISICKIN, *op. cit.*, pp. 68-69.

consiste donc à harmoniser la théorie avec les exigences de la pratique. Mais si de gros efforts sont faits dans ce sens, nous dit Lisickin, il est une chose à ne pas perdre de vue : le nouveau système a sa logique spécifique et pour qu'il soit appliqué avec succès, il exige des changements dans tous les domaines, qu'il s'agisse de planification, de formation des prix, du système financier et il demande, en premier lieu, un regard nouveau sur le rôle de la monnaie dans l'économie. « Les systèmes économiques, régis par des principes qui ne sont pas de leur essence, ne peuvent fonctionner normalement »¹.

Ainsi, par exemple, de nombreux économistes demandent avec raison que l'on abandonne le système de répartition des biens de production pour lui substituer un commerce de gros. Mais pour que cette importante réforme ait des chances de succès, il faut qu'elle s'accompagne de tout un train de mesures destinées à en assurer la réalisation effective. Celles-ci vont de la révision du système des règlements à l'élargissement des droits des entreprises, en passant par l'amélioration des méthodes de planification qui doit devenir une planification réellement en valeur, tenant compte des indications fournies par le jeu de la loi de l'offre et de la demande.

Dans ces conditions, demande Lisickin, l'Etat socialiste ne risque-t-il pas de se transformer en force passive, entièrement soumise à des oscillations anarchiques. C'est tout le contraire, répond-il. C'est quand on ignore le marché en tant que catégorie économique que des forces néfastes se déchaînent. En revanche, les connaître grâce au marché, les canaliser et se donner les moyens d'agir sur elles grâce au plan, assure une gestion équilibrée et harmonieuse. « En bref, la combinaison dialectique du plan et du marché permet aux organismes de planification de trouver la structure optimale de l'économie, ce que ne peuvent faire, pris séparément ni le plan considéré par lui-même, ni le marché fonctionnant en dehors de toute régulation planifiée »². Mais dans cette combinaison « c'est le plan qui doit comprendre le marché et non le contraire »³ conclut Lisickin, indiquant par cette formule un peu lapidaire que le plan doit être établi compte tenu et à partir du marché, être une émanation du marché et s'imposer à lui.

B. Ia. G. Liberman⁴

Ia. G. Liberman, dont l'ouvrage est consacré à l'étude du budget de l'U.R.S.S. dans les nouvelles conditions économiques, adopte une position

(1) G.S. LISICKIN, *op. cit.*, pp. 69-70.

(2) *ibidem*, p. 71.

(3) G.S. LISICKIN, *op. cit.*, p. 72.

(4) Ia. G. LIBERMAN, *Gosudarstvennyj bjudžet SSSR v novykh uslovijakh khozjaistvovanija* (Le budget d'Etat de l'U.R.S.S. dans les nouvelles conditions économiques), Moscou, 1970.

très en retrait par rapport à G.S. Lisickin et comme nous le verrons, plus restrictive que celle de Ia. A. Kronrod. Il réduit, en effet, considérablement la sphère d'action du marché qu'il limite aux entreprises.

Cette conception, apparemment assez proche de celles qui ont été soutenues dans le passé, en diffère tout de même et s'en démarque par la définition du marché qu'il nous donne.

a) *La sphère d'action du marché*

Ia. G. Liberman considère qu'il y a deux niveaux de relations dans l'économie socialiste :

— les relations, donnant naissance à la formation des ressources financières dans les entreprises. Elles sont basées sur les principes de l'échange équivalent, sont des relations monétaires-marchandes et se nouent sur le marché ;

— les relations financières qui régissent les rapports des entreprises avec le budget. Elles sont fondées sur des processus de répartition directe, non équivalente d'une partie du revenu net de la société.

Ces deux sortes de relations (basées et non basées sur l'échange équivalent) dans le système des finances socialistes, quand elles sont judicieusement combinées, se complètent les unes les autres. Le principe de l'échange équivalent (au niveau des entreprises), en suscitant chez les producteurs un intérêt à accroître les bénéfices, transforme ces derniers en un puissant stimulant favorisant l'accroissement de la production et l'amélioration des méthodes de gestion. Mais ce type de relations n'a pas la souplesse nécessaire pour adapter rapidement les structures de la production de manière à satisfaire tous les besoins d'intérêt général ou résoudre certains problèmes économiques prioritaires. « Ce but ne peut être atteint, dit Ia. G. Liberman, qu'au moyen de la répartition directe, non fondée sur l'échange équivalent, par le canal du budget, d'une fraction (centralisée) du revenu national »¹.

Toutefois, le développement exorbitant « des relations financières non basées sur l'échange équivalent », c'est-à-dire du rôle du budget et de la politique budgétaire, a des effets néfastes, anihilant tout intéressement matériel au niveau de l'entreprise et réduisant considérablement l'effet stimulant du profit. « C'est (donc), conclut Ia. G. Liberman, la combinaison optimale, harmonieuse des relations qui se nouent entre ces deux sphères qui garantit qu'elles n'entrent pas en contradiction mais sont en concordance, forment un tout cohérent en vue de la réalisation des objectifs du plan économique d'Etat »².

b) *Définition du marché*

Après avoir délimité le domaine dans lequel joue la loi de la valeur, se nouent les relations monétaires-marchandes, Ia. G. Liberman expose

(1) Ia. G. LIBERMAN, *op. cit.*, p. 18.

(2) *ibidem*, pp. 17-18.

sa conception du marché en commençant par rejeter une première définition.

Au sens étroit, nous dit-il, on ne parle de marché qu'à un stade bien déterminé du processus de reproduction, le stade de la « réalisation » (ventes-achats) et le mécanisme de formation des prix, de répartition des investissements fonctionne en dehors de lui. Selon cette définition, « les prix, les finances, le crédit sont considérés comme des instruments de planification alors qu'ils sont (en fait) des catégories de l'économie de marché »¹.

Mais, poursuit Ia. G. Liberman, il existe une seconde acceptation qui correspond beaucoup plus à l'esprit de la réforme et qui intéresse non seulement l'ensemble des processus économiques (production-répartition-consommation) mais aussi les relations qui s'instaurent entre les groupes, les individus. Si l'on adopte cette définition, « tenir compte du marché devient une condition indispensable, un moyen sûr de réaliser le plan, considéré comme le régulateur fondamental »². En effet, grâce à l'interaction du plan et du marché, se forment des flux d'informations économiques du producteur au consommateur et vice versa, des maillons supérieurs de l'économie aux maillons inférieurs permettant d'harmoniser les différents intérêts économiques et de subordonner les moins importants aux plus importants.

Mais, Ia. G. Liberman met en garde : il ne faut pas idéaliser et surévaluer le rôle du marché, perdre de vue que le marché « privé des rênes » du plan possède une colossale force d'inertie et cette force, conservatrice de par sa nature, a constamment tendance à perpétuer des proportions déjà existantes et à empêcher toute restructuration de la production. C'est la raison pour laquelle, dans le nouveau système, la planification conserve l'importante mission de concentrer les ressources pour orienter la production par branches et territorialement quand besoin est, de faire en sorte que les objectifs à long terme n'entrent pas en contradiction avec les intérêts immédiats. « Le marché sans le plan ne comporte pas moins de défaut que le plan sans le marché, ajoute Ia. G. Liberman qui poursuit « d'ailleurs l'idée d'un monopole « pur » du marché comme celui d'un monopole « pur » du plan ne peut être considéré que comme une abstraction vivante »³ et l'économie soviétique, considérée dans sa totalité complexe, suppose obligatoirement un certain dosage de plan et de marché.

Pour cette raison il n'est pas vrai de dire, affirme Liberman, que la réforme a introduit, pour la première fois le marché socialiste et les stimulants économiques. Même dans le passé, alors que les stimulants économiques étaient peu développés dans l'économie et que cette insuffisance était suppléée par un système d'ordres administratifs et volonta-

(1) Ia. G. LIBERMAN, *op. cit.*, pp. 14-15.

(2) *ibid.*, p. 15.

(3) *ibid.*, p. 16.

ristes, les organismes de planification, pour prendre leurs décisions, ne pouvaient pas ne pas tenir compte de la conjoncture sur le marché (en particulier de la structure de l'offre et de la demande en biens de production essentiels). Autrement, comment auraient-ils pu faire face aux besoins grandissants de l'économie, demande Ia. G. Liberman ? « La réforme ne réintroduit pas le marché, pas plus qu'elle n'écarte la régulation planifiée de l'économie. Les rapports entre plan et marché changent seulement, s'améliorent »¹. Et, ajoute Liberman, le centre de gravité de la planification se déplace du haut — du maillon centralisé — vers le bas — l'entreprise —. La sphère d'action des stimulants économiques, dont le nombre est accru, s'élargit et leur rôle augmente par rapport à celui des indices fixés d'en haut, la planification au niveau de l'entreprise cessant progressivement d'être formelle.

C. Ia. A. Kronrod²

C'est une position, semble-t-il, intermédiaire qu'adopte Ia. A. Kronrod par rapport aux deux auteurs précités, l'un G.S. Lisickin, plus favorable au développement du marché, l'autre Ia. G. Liberman, soucieux de conserver ses attributions à la planification. Des trois, c'est, en effet, Kronrod qui plaide pour la combinaison la plus poussée, l'alliance la plus intime du plan et du marché, essayant de ne privilégier ni l'une ni l'autre de ces forces, mais de trouver un équilibre entre elles. Cette attitude n'est d'ailleurs pas exempte d'une certaine contradiction dont Ia. A. Kronrod semble lui-même avoir conscience quand il reconnaît : « il est bien évident que dans le cadre des tâches (planifiées centralement) pourront surgir et surgiront des contradictions déjà connues entre les aspects en valeur et les aspects en nature, matériels de la reproduction »³. La question se pose alors de savoir en quoi Kronrod apporte quelque chose de nouveau. Plus que d'un changement profond — que laisserait supposer une terminologie trompeuse — c'est d'une évolution qualitative qu'il s'agit. Elle se traduit tout d'abord dans le choix des indices planifiés qu'il propose et qu'il qualifie de « souples » mais surtout par le remplacement progressif des indices en nature par des indices en valeur. Pour comprendre sa démarche, il n'est pas inutile avant d'aborder sa théorie, de s'arrêter sur le tableau qu'il nous brosse de la situation qui a prévalu jusque là et dont il se propose de redresser les défauts, sans toutefois la modifier fondamentalement.

a) La situation antérieure

Les catégories monétaires-marchandes, la loi de la valeur — qu'il regroupe sous le terme générique de liens indirects — n'ont joué, nous

(1) Ia. G. LIBERMAN, *op. cit.*, p. 17.

(2) Ia. A. KRONROD, *Zakon stoimosti i socialističeskaja ekonomia* (La loi de la valeur et l'économie socialiste), Moscou, 1970.

(3) *ibidem*, p. 60.

dit-il, jusqu'à présent qu'un rôle accessoire à côté du plan qui établit un système de contrôle direct à l'intérieur de l'économie et règle encore la majeure partie des flux financiers qui s'y produisent (90 %)¹.

Cette situation s'est installée progressivement et on est parvenu à un point où la presque totalité des ressources d'investissement a été répartie entre les branches, centralement. Les entreprises n'ont plus conservé qu'une fraction infime de leurs recettes, les versements au budget atteignant les neuf-dixièmes de leur volume. L'utilisation du reste (destiné à compléter les fonds de roulement, à réaliser certains investissements décentralisés) a été également sévèrement réglementée dans le plan.

Evidemment, définir les conditions et les proportions de la production (volume du produit social, importance relative des différentes branches de l'épargne, de la consommation) a exigé qu'il soit procédé à des évaluations en valeur et fait appel aux catégories monétaires-marchandes. « Mais leur utilisation a été réduite au maximum et a perdu beaucoup de sa signification réelle car ces catégories ont été vite transformées en simples supports de la répartition directe »². Cette hypertrophie des relations directes au détriment des relations monétaires-marchandes s'est accompagnée inéluctablement d'une centralisation abusive et pour les entreprises d'une disparition à peu près totale de leur autonomie. Progressivement, les méthodes administratives de gestion ont pris le pas sur les méthodes économiques, les entreprises ont perdu toute initiative et les stimulants tout pouvoir.

b) *Les propositions de Kronrod*

Mais cette forme d'organisation qui a eu cours dans les conditions de la construction du socialisme « a cessé de répondre aux exigences de l'économie contemporaine, développée et devenue extrêmement complexe »³. Il s'est révélé nécessaire de procéder à une réforme pour surmonter ces insuffisances, améliorer les mécanismes économiques de manière à ce qu'ils répondent aux besoins actuels. Dans cette optique, poursuit Kronrod, « un rôle décisif appartient à la combinaison objectivement nécessaire, rationnelle des liens directs et indirects. Ce qui demande à son tour des mesures effectives en vue de perfectionner la planification centralisée, d'octroyer l'autonomie aux entreprises et à leurs unions et d'instaurer le calcul économique complet dans tous les maillons de l'économie »⁴.

1) *Perfectionner la planification centralisée, « principal objectif de la réforme »*⁵.

Tout d'abord, il n'est pas question pour la Ia. A. Kronrod de renoncer aux avantages que procure la planification centralisée et d'incliner vers

(1) Ia. A. KRONROD, *op. cit.*, p. 64.

(2) *ibidem*, p. 51.

(3) *ibidem*, p. 52.

(4) *ibidem*, p. 53.

(5) *ibidem*, p. 56.

une planification indicative, telle celle que prônent de nombreux économistes dans les différents pays socialistes, opposant le marché à la planification, « le plan se bornant, dans le meilleur des cas, à être un instrument complémentaire de régulation »¹. Et Ia. A. Kronrod vilipende des économistes comme Lipinski en Pologne, pour qui la gestion de l'économie doit être orientée en fonction du jeu de la loi de la valeur ou encore, Fischer, en Tchécoslovaquie, qui écrit « le mécanisme du marché agissant automatiquement, c'est-à-dire sans intervention du centre, est à la base du fonctionnement de l'économie capitaliste développée et le rôle du plan se borne à être complémentaire, correctif... en système socialiste, les liens existant entre le marché et le plan, ne peuvent être fondamentalement différents, car ils sont conditionnés par les qualités générales du marché »².

Comment Kronrod, dans ces conditions, conçoit-il la planification ?

Les tâches imposées d'en haut aux entreprises doivent être fixées selon un minimum d'indices agrégés, suffisamment souples, nous dit-il, mais permettant d'assurer les équilibres fondamentaux entre les différents secteurs, d'imposer un rythme de croissance à l'économie et de faire respecter les taux fixés centralement d'épargne et de consommation. Dans ce cadre, les entreprises organiseront elles-mêmes leur activité, décideront de l'assortiment de la production, des conditions de son écoulement, de leur approvisionnement matériel et technique et auront entre elles des rapports de fournisseurs à clients (sous forme monétaire-marchande).

Plus loin, Kronrod précise quels devraient être, à son avis, ces indices agrégés³.

il en énumère d'abord trois :

a) les investissements centralisés ;

b) le volume des ventes, ventilées par branche et détaillées jusqu'au niveau des unions d'entreprises inclusivement. Pour Kronrod, l'emploi de cet indice faciliterait l'établissement des équilibres globaux, tant en valeur qu'en nature, dans le secteur productif, tout en laissant suffisamment de liberté de manœuvre aux unions d'entreprises pour choisir l'assortiment des produits à vendre et remplir leurs carnets de commandes sur la base de relations de type fournisseurs-clients ;

c) les impôts sur les bénéfices (progressifs ou régressifs) qui par une modulation plus adéquate, rétabliraient réellement le profit dans son rôle de stimulant. (Actuellement, en effet, bien que la réforme ait accru dans une certaine proportion la part des bénéfices laissée à la disposition des entreprises, cette part ne représente encore que le tiers du montant total de ceux-ci)⁴.

(1) (2) Ia. A. KRONROD, *op. cit.*, p. 32.

(3) *ibidem*, pp. 58-59.

(4) *ibidem*, (Tableau p. 59).

Mais il ne semble pas clore ici cette liste puisqu'il nous parle sans autres précisions, de la réglementation centralisée des salaires, des prix, des tarifs, des normes réglant les principaux processus économiques. Et, ajoute-t-il, « ces tâches planifiées permettront, à notre avis, d'atteindre à coup sûr, les proportions économiques et les rythmes de croissance fixés dans le plan, en laissant le champ nécessaire au fonctionnement réel du marché intérieur dans le cadre du plan d'Etat »¹.

2) *Octroyer l'autonomie aux entreprises et à leurs unions et instaurer le calcul économique complet (polnyj khozrasčet) dans tous les maillons de l'économie*

Ia. A. Kronrod commence par rejeter une première définition courante du calcul économique complet. Cette notion y est assimilée à « l'organisation planifiée de l'activité des entreprises suivant laquelle tout le système de leurs relations serait un système de relations monétaires-marchandes régi par la loi de la valeur »². Selon cette définition, les relations monétaires-marchandes se trouvent ainsi privilégiées par rapport aux relations directes alors que ces deux catégories doivent former un tout et dit « Ia. A. Kronrod » adopter cette conception aboutirait en pratique à affaiblir les liens planifiés directs de l'entreprise autonome et à faire de la loi de la valeur un régulateur tout puissant »³. Il retient, quant à lui, la formule suivante selon laquelle le calcul économique complet se définit comme « un système de relations planifiées directes et monétaires-marchandes des entreprises avec l'économie, conçu de telle sorte que ces entreprises jouissent de l'autonomie (c'est-à-dire d'une relative individualité dans le cadre de la propriété collective) et fonctionnent sur la base des stimulants économiques (individuels, collectifs, sociaux) dans le cadre du plan et dans les intérêts du développement planifié »⁴.

c) *Les conditions du changement*

Mais en réalité, comment les choses se passent-elles ? Force est bien à Ia. A. Kronrod de reconnaître que dans la pratique les rapports qui s'instaurent entre les indices planifiés centralement et les indices établis d'une manière autonome par les entreprises sont fluctuants, mobiles, dépendent des conditions qui prévalent au moment considéré. En effet, nous dit-il, dans l'état actuel des choses, le nombre des tâches fixées centralement à l'entreprise, bien que considérablement réduit, est encore trop important. Bien sûr, ajoute Ia. A. Kronrod, ces tâches obligatoires seront allégées au fur et à mesure que les processus de reproduction seront mieux équilibrés, que des réserves suffisantes seront accumulées dans l'économie, que se développeront véritablement les relations monétaires-marchandes et que se vérifiera l'efficacité des stimulants matériels. Mais de nombreux obstacles se dressent encore, conclut Kronrod,

(1) Ia. A. KRONROD, *op. cit.*, p. 60.

(2) *ibidem*, p. 54.

(3) *ibidem*, p. 55.

(4) *ibidem*, p. 55.

et certaines mesures, conditionnant le succès de l'ensemble de la réforme sont encore loin d'être réalisées. Il s'agit :

— du remplacement de l'approvisionnement matériel et technique par la commercialisation des biens de production ;

— de la suppression progressive des indices fixés centralement en ce qui concerne, d'une part, les fonds des salaires et d'autre part, le volume en unités physiques de la production vendue.

Certes, nous dit Ia. A. Kronrod, les directives du plan pour 1966-1970 ont indiqué les voies et les moyens de préparer le passage de la répartition directe des biens de production à leur commercialisation, cette mutation ayant pour préalable la disparition progressive de la planification en nature, centralisée, de l'assortiment de la production.

En effet, l'existence d'un véritable commerce de gros, permettant effectivement aux entreprises de vendre et d'acheter sur des bases contractuelles, est la condition d'un changement véritable, affirme Ia. A. Kronrod. C'est seulement à ce moment-là que la suppression, au niveau des entreprises, de l'indice de la production « brute » et son remplacement par l'indice de la production vendue prendra tout son sens. Jusqu'à présent, la vente a conservé un caractère purement formel puisque l'échange monétaire auquel elle donne lieu n'est que la contrepartie d'une opération imposée par le plan. Quant à la planification centralisée de l'assortiment de la production en unités physiques — bien qu'elle soit établie d'une façon relativement agrégée — elle constitue encore un autre obstacle sérieux : elle enlève toute initiative aux entreprises, les empêche de se livrer aux productions les plus rationnelles, d'introduire le progrès technique. Comment y seraient-elles incitées, demande Ia. A. Kronrod, puisqu'elles ont un écoulement de leur production assuré, automatique ?

III. LA MONNAIE

Durant toutes ces années, les conceptions en matière de monnaie ont peu évolué et si de multiples ouvrages ont été consacrés à des questions monétaires et financières particulières, le nombre de ceux qui ont traité de théorie monétaire pure est resté relativement restreint.

Toutefois, dès les années 40, la reconnaissance de la loi de la valeur — bien qu'on lui ait alors attribué un rôle limité — a entraîné la révision de certains concepts et des recherches nouvelles ont été entreprises en ce qui concerne la nature et les fonctions de la monnaie dans un système de production marchande. A la place d'être un « instrument de comptabilité au service du plan » la première fonction de la monnaie s'est définie (depuis lors) comme celle de mesure de la valeur »¹.

(1) Z.V. *ATLAS in Socialističeskaja deneznaja sistema* (Le système monétaire socialiste), Moscou 1969, p. 306.

Ces recherches se sont développées dans deux directions :

A) Un grand nombre d'économistes parmi ceux qui se sont, en général, ralliés à la thèse selon laquelle non seulement la loi de la valeur joue en système socialiste mais la production y est marchande, a défendu une théorie « conservatrice » de la monnaie qui s'apparente à la théorie métalliste. C'est la théorie qui a été adoptée officiellement, le rouble ayant été défini par un poids de métal par la loi du 28 février 1950. Mais le rattachement de la monnaie à l'or reste purement théorique tant sur le plan externe, le rouble n'étant pas convertible, que sur le plan interne, « la formation des prix dans le système planifié, processus au moyen duquel s'effectue la répartition du travail social ne pouvant, pour des raisons économiques objectives, être influencée par les fluctuations qui interviennent entre la valeur des marchandises et la valeur de l'or »¹.

B) Dans un deuxième groupe, se rangent les économistes qui, se réclamant de Marx, soutiennent, en général, que la production n'est pas marchande en régime socialiste². Mais comme il faut tenir une comptabilité sociale, le retour à une économie en nature, dans un système parvenu à un haut niveau de développement, est impensable et il est nécessaire d'avoir recours à la monnaie. Les thèses défendues s'apparentent à la thèse nominaliste de la monnaie.

A. La théorie « métalliste » : une monnaie gagée sur l'or

« Etant donné que selon Marx un équivalent général, l'or remplit la fonction de mesure de la valeur, les recherches sur le rôle de la loi de la valeur et la forme de la production en régime socialiste ont eu comme conséquence de poser, d'une manière nouvelle, la question du rôle de l'or dans l'économie soviétique »³. D'importantes discussions ont eu lieu sur ce sujet en 1951 — c'est-à-dire après que l'U.R.S.S. ait officiellement rattaché le rouble à l'or en février 1950. Et bien que les participants

(1) Ia. A. KRONROD, *op. cit.*, p. 212.

(2) « La production marchande et la propriété socialiste sont deux concepts qui s'excluent l'un » l'autre écrit I.S. MALYŠEV in *Obščestvennyj učet truda i cena pri socializme* (La comptabilité sociale du travail et le prix en régime socialiste), Moscou, 1960, p. 23 et « dans l'économie socialiste planifiée, il n'y a pas de place pour la loi de la valeur marchande », écrit à son tour V.A. SOBOLEV in *Očerki po voprosam balansa narodnogo khozjaistva* (La balance de l'économie nationale : problèmes et remarques), Moscou, 1960. Il est vrai toutefois, que pour M.Z. BOR, par exemple, on ne peut séparer et opposer, sans être infidèle à Marx, les relations de propriété et les formes de développement du travail social. « La production marchande est une nécessité objective et les produits du travail seront objectivement des marchandises jusqu'à ce que le travail soit devenu du travail immédiatement social » écrit-il in *Zakon stoimosti*, *op. cit.*, p. 256.

(3) Z.V. ATLAS, *op. cit.*, p. 306 .

n'aient pas tous été d'accord au départ sur le rôle du métal¹, « à l'issue de ces discussions, ils se sont tous ralliés à la théorie selon laquelle il existe un lien entre les signes monétaires et l'or, encore que l'on relève de nombreuses différences quant à la nature de ce lien »².

Cette théorie reprise par tous ceux qu'on peut considérer comme les spécialistes des questions monétaires en U.R.S.S., a été présentée dans les ouvrages consacrés à la monnaie selon une argumentation très dogmatique qui ne varie guère d'un ouvrage à l'autre³. Elle emprunte beaucoup à la théorie soutenue par Marx sur la monnaie en régime capitaliste, dont il est nécessaire de dire quelques mots pour comprendre la démarche de ses partisans.

a) *Les conceptions de Marx sur le rôle de l'or en régime capitaliste*

On a vu que pour Marx, la production est marchande à cause des contradictions entre la répartition du travail dans la société (division du travail) et la propriété privée, les producteurs étant unis par le travail et divisés par la propriété⁴.

Or, a écrit Marx, « la production marchande suppose la circulation marchande qui, à son tour, suppose que la marchandise ait une expression monétaire, suppose qu'il y ait une circulation monétaire. La transformation de la marchandise en deux éléments marchandise-monnaie est l'acte par lequel le produit devient marchandise »⁵.

La question se pose alors de savoir pourquoi la monnaie n'est pas directement du temps de travail et pourquoi le signe monétaire ne représente pas x heures de travail. C'est que, dit Marx, dans les conditions anarchiques de la production marchande fondée sur la propriété privée, la forme monétaire de la valeur ne peut s'exprimer que par l'intermédiaire d'une marchandise spéciale, la marchandise monétaire par excellence — c'est-à-dire l'or — qui, concrétisant les contradictions de la société, devient la forme suprême de la marchandise, l'étalon par rapport auquel est mesurée la valeur de toutes les autres marchandises.

Comment l'or joue-t-il, historiquement, le rôle d'étalon de la valeur ? Est-ce à cause de sa valeur intrinsèque, comme le pensent les métallistes ?

(1) Selon Z.V. ATLAS, certains économistes ont soutenu que la monnaie devrait être gagée sur l'or. Appartenaient à ce groupe F.I. MIKHALEVSKIJ, L.M. GATOVSKIJ, I.D. ZLOBIN, A.D. GUSAKOV et l'auteur lui-même. En revanche, pour IKONNIKOV, V.M. BATYREV, Ia. A. KRONROD, cette théorie n'était absolument pas fondée bien qu'ils s'y soient ralliés par la suite. Cf. *op. cit.*, p. 307.

(2) Z.V. ATLAS, *ibidem*, p. 307.

(3) Ia. A. KRONROD in *Dengi v socialističeskom obščestve* (La monnaie dans la société socialiste), Moscou, 1960. I.P. AJZENBERG in *Valjutnaja sistema SSSR* (Les aspects externes du système monétaire), Moscou 1962 ; V.M. BATYREV in *Tovarno-deneznye otnošenija. Finansy i kredit v socialističeskom khozjaistve* (Les relations monétaires-marchandes. Les finances et le crédit en économie socialiste), Moscou, 1970.

(4) voir Chapitre, 1^{re} partie de cette étude.

(5) K. MARX, *Le capital*, T. II, p. 353, édit. russe.

Non, répond Marx. En effet, dans toutes les marchandises, donc dans l'or lorsqu'il est extrait, est incorporée une certaine quantité de travail privé dont le caractère social n'apparaît pas immédiatement, est masqué. Toutefois, ce caractère social est mis en évidence grâce à la confrontation et à la comparaison de toutes les marchandises à l'or, ce qui se ramène à la comparaison du travail privé sous ses différents aspects. Mais cela n'est possible que parce que le travail incorporé dans l'or a été préalablement comparé, sur les lieux de production du métal, au travail incorporé dans les marchandises contre lesquelles il s'échange directement et qu'il sert alors à exprimer « anarchiquement » la valeur du travail social.

La mesure du travail privé, incorporé dans une marchandise quelconque par rapport au travail incorporé dans l'or, c'est-à-dire l'acte par lequel le travail privé est exprimé en travail social sous forme de valeur, intervient par la suite sur le marché, au moyen de la formation « anarchique » des prix, de la comparaison « anarchique » de toutes les marchandises avec la marchandise-or. Ce processus, à l'échelle de la société toute entière, est le processus par lequel le travail est exprimé dans la forme de la valeur la plus élaborée, la forme monétaire.

b) *Le rôle de l'or dans un système de production d'un genre spécial*

S'étant efforcé de démontrer que la production marchande, bien que d'un genre spécial, continuait d'exister en système socialiste, durant la phase de transition, les auteurs soviétiques se sont alors posés la question de savoir si ce système pouvait et devait utiliser, en qualité d'étalon monétaire, une marchandise particulière dont la production, comme celle des autres produits, est réalisée selon les principes socialistes. Certes, ont-ils répondu, la production socialiste dans laquelle existe une production marchande d'un genre spécial, transforme radicalement le processus de transformation de la marchandise en marchandise-monnaie. En effet, les produits fabriqués par les entreprises d'Etat et les kolkhoz sont directement les produits d'un travail social. Chacun d'eux a une valeur d'usage qui représente une fraction du travail de la société toute entière et cette valeur d'usage, dans le processus social de reproduction, est définie à l'avance dans le plan.

Mais dans la production marchande d'un genre spécial, le produit n'est pas seulement le produit du travail, il est en même temps le produit qui prend la forme de marchandise et ne peut être exprimé directement en « temps de travail » du fait de la contradiction non antagoniste¹ qui subsiste dans la société socialiste :

— entre le travail incorporé dans chaque produit particulier fabriqué et échangé par les différentes entreprises et le travail de la société toute entière ;

— entre le travail concret et le travail abstrait ;

— entre la valeur d'usage et la valeur d'échange.

(1) Voir Chapitre I, 2^e partie de cette étude.

Il est donc nécessaire de recourir à une forme extérieure concrète, qui ait la forme de la valeur. Il ne peut s'agir que d'une marchandise ayant elle-même une valeur et c'est à l'or qu'a été dévolu ce rôle.

Mais pourquoi l'or ? L'acte de transformation de la marchandise en marchandise-monnaie est un processus historique, disent les auteurs soviétiques. Le socialisme n'a pas inventé les formes de la production marchande, ni celles de la monnaie. Il en a hérité et il s'en sert au mieux de ses intérêts. Il utilise l'or comme étalon monétaire parce que¹ :

1° il a conservé tous les instruments économiques de la production marchande qui repose sur un système monétaire fondé sur l'or et il s'est servi, au départ, du système de prix-or comme base du système de prix planifiés ;

2° l'or a toutes les qualités requises pour jouer le rôle d'étalon monétaire ;

3° le système socialiste est en relations constantes avec les pays capitalistes développés qui ont conservé une monnaie rattachée à l'or.

Mais pour les auteurs soviétiques, l'or joue en système socialiste un rôle différent de celui qu'il a en système capitaliste où, disent-ils, les prix des marchandises fluctuent sur le marché en fonction du prix du métal.

« La nature de l'or en tant qu'étalon monétaire s'est transformée et cette nouvelle nature est apparue dans le fait que la monnaie a été utilisée avec succès dans l'intérêt de la construction du socialisme. En liaison avec cela, la dynamique des prix est devenue de plus en plus indépendante de la valeur relative de l'or »². En effet, les prix dans le système socialiste, ont cessé de se former sur le marché, par évaluation de toutes les marchandises par rapport à l'or, ce processus étant exclu de par la nature même des rapports de production qui prévalent dans cette forme de société. Ils sont strictement planifiés et « les modifications qui peuvent intervenir dans les prix (planifiés) n'ont aucune liaison avec les prix de l'or et des marchandises »³ car ils sont tenus à l'abri de toute influence étant donné que

1° sur le plan interne, la production de l'or est un monopole d'Etat, elle est planifiée et le prix du métal est fixé d'une manière planifiée ;

2° sur le plan externe, l'Etat détient le monopole du commerce extérieur et des devises et l'économie se trouve ainsi complètement isolée.

Mais si les oscillations du prix de l'or n'ont pas d'incidence directe sur les prix planifiés des marchandises, comment son influence se manifeste-

(1) Ia. A. KRONROD, *op. cit.*, p. 189.

I.P. AJZENBERG, *op. cit.*, p. 37.

(2) Ia. A. KRONROD, *op. cit.*, p. 209.

(3) *ibidem*, p. 212.

t-elle ? C'est très simple, expliquent des auteurs comme I.P. Ajzenberg et Ia. A. Kronrod « quand des changements intervenus par décision des planificateurs dans les prix planifiés ne coïncident pas avec les variations entre la valeur de l'or et la valeur des marchandises, la société, d'une manière planifiée, modifie la parité de la monnaie. L'influence des variations du prix de l'or par rapport à celui des marchandises se traduit par un changement du contenu métallique de l'unité monétaire »¹ et Ajzenberg poursuit « dans les conditions de la formation planifiée des prix, il n'y a pas d'obstacle à changer le poids d'or contenu dans l'unité monétaire. Le gouvernement socialiste, en conformité avec les intérêts économiques de la société, peut, en cas de variations entre le prix de l'or et le prix des marchandises, soit conserver les prix planifiés à leur niveau antérieur, soit les modifier en fonction du prix des marchandises »².

On ne peut plus clairement reconnaître que l'or n'a plus, et depuis longtemps, qu'un rôle de réserve stratégique dans le système soviétique. Ce que Ajzenberg fait d'ailleurs quelques pages plus loin. « Des trois fonctions du stock d'or, énumérées par Marx, nous dit-il (paiements extérieurs, encaisse, convertibilité) seule la première est conservée en système socialiste. Les deux autres, liées à la régulation interne de la monnaie, ont disparu »³.

B. La théorie « nominaliste » : une monnaie définie par rapport à une certaine quantité de travail social

La théorie officielle, dite « métalliste », n'a pas manqué de susciter une certaine controverse dans la littérature économique et certains auteurs se sont élevés contre le rattachement de la monnaie à l'or qui, dans le contexte socialiste a pu leur apparaître, selon le mot de Keynes, comme une « relique barbare ».

Des articles étaient déjà parus dès les années 50 dans la revue « Voprosy ekonomiki ». Ils portaient les signatures d'auteurs comme V. Nemčinov⁴, M. Bor⁵ et M. Makarova⁶ pour qui la valeur de la monnaie ne pouvait être fondée que sur des critères de caractère purement économique.

Puis plus récemment, les économistes V.A. Sobol et I.S. Malyšev ont également exposé des théories similaires bien qu'ils n'aient parlé qu'accès-

(1) I.P. AJZENBERG, *op. cit.*, p. 56.

(2) *ibidem*, p. 57.

(3) *ibidem*, p. 62.

(4) V. NEMČINOV, *Voprosy ekonomiki*, 1950, 12, p. 58.

(5) M. BOR, *ibidem*, 1957, 3, p. 108.

(6) M. MAKAROVA, *ibidem*, 1958, 6, p. 102.

soirement de la monnaie dans leurs ouvrages, l'un — celui de Sobol¹ — consacré à la balance de l'économie nationale, l'autre — celui de Malyšev² — traitant des prix et de la mesure du travail social.

Ces théories n'ont pas le mérite d'être nouvelles : leur filiation remonte aux années 20 et elles ont connu un regain d'intérêt vers 1930³. A vrai dire, plus que de théories élaborées, il s'agit d'un effort de clarification en vue de restaurer définitivement la monnaie dans le système socialiste en en donnant une définition plus large, qui réponde mieux à la philosophie de ce système. Elles sont malheureusement très sommairement développées, mais présentent néanmoins, un grand intérêt et ce à un double titre.

— Par le refus catégorique des théories relatives à l'avènement futur et mythique d'une économie en nature, elles réintègrent la monnaie dans le système socialiste, puis communiste, non pas en tant que catégorie hétérogène, comme le suggèrent les défenseurs de la production d'un genre spécial⁴, mais bien comme catégorie endogène.

— En s'opposant à la théorie « métalliste » fondée sur la théorie de la marchandise de Marx (en régime capitaliste) et en approfondissant la définition de l'échange et du produit (opposé à la marchandise) en régime socialiste, elles constituent un effort en vue d'élaborer une théorie monétaire spécifique du socialisme et impriment une direction nouvelle à la recherche.

1) *Critiques de l'économie en nature*

Pour Sobol et Malyšev, l'idée selon laquelle l'organisation d'une économie en nature serait le but ultime de la société socialiste puis communiste et selon laquelle les produits devraient être échangés directement comme tels, cette forme d'échange n'étant pas entachée des contradictions inhérentes à la production marchande, a eu de graves conséquences :

(1) V.A. SOBOL, *Očerki po voprosam balansa narodnogo khozjajstva* (La balance de l'économie nationale : problèmes et réponses), Moscou, 1960.

(2) I.S. MALYŠEV, *Obščestvennyj učet truda i cena pri socializme* (La comptabilité du travail social et les prix en régime socialiste), Moscou, 1960.

(3) ZLOBIN, in *Dengi i kredit*, février 1962, p. 62, cite en particulier, « la théorie, dite des trois roubles », de MAJMIN qui a été l'objet de vives discussions dans les années 30. Elle soutenait que la monnaie en U.R.S.S. n'est plus de la monnaie, qu'elle a déjà perdu tout lien avec l'or et est ainsi libérée de la nécessité d'avoir une valeur intrinsèque. Cette théorie partait de l'idée que la valeur de la monnaie en U.R.S.S. est définie non par rapport à l'or, mais par rapport aux prix des marchandises ; étant donné que les prix des biens de consommation sont, en fait, différents pour l'ouvrier, le paysan et le nepman, le rouble n'est pas unique, mais triple : le rouble de l'ouvrier, du paysan et du nepman, c'est-à-dire que l'on a un rouble « de classe ».

(4) Pour MALYŠEV, la formule qu'il tire de *Voprosy stroitel'stva komunizma v SSSR* (Problèmes de l'édification du communisme en U.R.S.S.), izd. AN. SSSR, 1959, p. 25, et d'après laquelle le dépérissement de la production marchande sera la conséquence de son développement maximal, est écrite à partir « de conceptions brumeuses sur l'essence du développement en général », *op. cit.*, p. 27.

la question de savoir, en particulier, comment doivent être calculées les dépenses en travail (c'est-à-dire toute la question des prix, de la monnaie) n'a presque pas été abordée ou l'a été mal dans la littérature économique soviétique.

Mais pour ces auteurs, cette idée n'a pu s'implanter qu'à la suite d'une interprétation erronée de Marx et d'Engels. Rappelant ce que Marx a dit de la nécessité plus grande que jamais en régime socialiste de se donner une comptabilité socialiste¹, ils soutiennent, en effet, qu'une société évoluée ne peut se passer d'un instrument de mesure et doit être à chaque instant capable :

1° d'établir les coûts de production non seulement au niveau de l'économie toute entière, mais aussi dans chaque entreprise ;

2° de comparer ces coûts afin d'être en mesure de fixer aux organismes de production les objectifs les plus satisfaisants et les plus rentables pour la société.

Actuellement, déplore Malyšev, l'idée de l'avènement d'une économie en nature est encore profondément enracinée. C'est ainsi, nous dit-il, qu'un auteur comme M.F. Makarova², par exemple, se plaçant d'un point de vue purement doctrinal, peut regretter le temps proche où les produits mis directement à la disposition de l'Etat grâce au paiement en nature des services fournis par les stations de machines et de tracteurs (M.T.S.) ne passaient pas par les circuits commerciaux et considérer comme un recul le fait que ces produits s'échangent désormais par voie de vente et d'achat.

Si on regarde les choses d'une manière formelle et superficielle, on peut, en effet, penser que l'abandon de l'échange direct constitue un retour en arrière. Mais il faut bien admettre, répète Malyšev, que l'échange direct ne peut rapprocher du communisme et aurait plutôt pour effet de ramener les structures de la production à leurs formes les plus primitives. « Il est temps et bien temps de comprendre que l'échange en nature des produits est impossible, les biens (métal, blé, charbon, viande, etc.) ne sont pas comparables entre eux sous leurs formes naturelles »³ affirme-t-il.

2) La définition du produit

Pour Malyšev, les erreurs en ce qui concerne la production marchande (et donc les échanges en monnaie), la nature économique des produits dans la société socialiste viennent du fait que les économistes, ne pou-

(1) Voir 2^e partie, Chapitre I, p. 48 de cette étude.

(2) M.F. MAKAROVA *O tovarnom proizvodstve i zakone stoimosti pri socializme* (La production marchande et la loi de la valeur en régime socialiste), Moscou, 1958, p. 35.

(3) MALYŠEV, *op. cit.*, p. 37.

vant se défaire d'habitudes héritées du passé, ne considèrent que les signes extérieurs de la marchandise, par analogie avec ce qui se passe dans la société capitaliste. Dans cette société, la marchandise, c'est l'incarnation d'une forme de relations sociales, de relations entre les individus dans la production qui sont basées sur la propriété privée.

« La transformation de la marchandise en autre chose que la marchandise (netovar) exige un saut qualitatif, de la nature de celui que constitue le passage révolutionnaire de la propriété privée capitaliste sur les moyens de production à la propriété collective »¹.

Grâce à ce saut qualitatif, les relations entre les producteurs ont été transformées et désormais on n'échange plus des marchandises, mais des produits. Mais que faut-il entendre par produits ? Malyšev reprend alors à son compte la définition de Lénine, précisant que pour ce dernier, le terme de produit était imprécis. Pour Lénine, dit Malyšev, « la marchandise se transformait non en produit, mais en quelque chose d'autre qui pourrait être : en produit mis à la disposition de la consommation sociale sans passer par le marché »², voulant dire, par cette formule, que le prix du produit n'est plus formé anarchiquement sur le marché, au gré de la loi de l'offre et de la demande.

3) La monnaie définie par rapport au travail social (mesure du travail social)

Ainsi les conceptions de Malyšev et Sobol, en excluant à jamais l'avènement de l'économie en nature, impliquent obligatoirement le recours à la monnaie qui a et aura donc pour fonction d'assurer la circulation des produits « sans passer par le marché ».

a) Quelle sera la définition de cette monnaie ?

« Fixer les prix des produits en régime socialiste revient à exprimer au moyen de la monnaie, la quantité de travail dépensée par la société à la fabrication de ces produits »³ écrit Malyšev. Sobol exprime la même idée sous une forme un peu différente « la monnaie dans la société socialiste représente du travail social abstrait, comme elle le fait d'ailleurs en régime capitaliste »⁴. En effet, explique-t-il, dans la société capitaliste bien qu'il ne soit pas et ne puisse être organisé de comptabilité sociale des dépenses en travail nécessaire à la production, il existe une forme de calcul des dépenses en travail. Cette comptabilité est effectuée sur le marché, dans le processus de la concurrence entre producteurs. Dans l'échange, ceux-ci égalisent, en réalité les dépenses en travail effectivement faites avec les dépenses en travail nécessaires à la production d'un bien. Mais ils ne le savent pas. Dans ce processus, pour lequel on n'a

(1) MALYŠEV, *op. cit.*, p. 30.

(2) MALYŠEV, *ibidem*, p. 31.

(3) MALYŠEV, *ibidem*, p. 82.

(4) SOBOL, *op. cit.*, p. 40.

aucun instrument de mesure physique, les dépenses en travail (la valeur) sont exprimées par rapport à la valeur d'échange d'une autre marchandise qui a une valeur tangible et qui a par suite une signification d'un point de vue social. Ainsi dans la société marchande, la valeur d'échange de l'or devient la mesure grâce à laquelle on exprime la valeur ou les dépenses en travail nécessaires à la production des biens. Mais en réalité, l'or intervient toujours comme l'incarnation du travail humain abstrait.

Pour Sobol, la seule différence entre la monnaie du système socialiste et la monnaie du système capitaliste, c'est que, « dans la société socialiste, la valeur de l'unité monétaire est définie directement en fonction des dépenses en travail établies d'une manière planifiée et non indirectement en fonction des fluctuations de la valeur de l'or »¹.

b) *Comment est définie la mesure du travail social ?*

Evidemment la question se pose de savoir si l'on est parvenu à déterminer d'une manière planifiée une mesure adéquate ?

Le socialisme ne s'est pas construit en un jour, d'un coup de baguette magique, écrit Malyšev, et la difficulté est de trouver les moyens de définir efficacement tous les paramètres nécessaires.

Dans les premiers temps, la société socialiste a utilisé les paramètres préexistants et en particulier les prix en vigueur avant la Révolution. On s'est ainsi servi dans la planification et dans toutes les relations économiques de « roubles-or » de « roubles d'avant-guerre », de « roubles-marchandises ». Ces roubles, à un degré ou à un autre représentaient réellement des dépenses en travail, ce que ne pouvait faire la monnaie du nouvel Etat, puisqu'elle ne cessait de se déprécier.

Puis au fur et à mesure du développement de l'économie socialiste, poursuit Malyšev, les paramètres utilisés précédemment, dont les prix, ont perdu de leur signification. Ils ont été progressivement remplacés par de nouveaux prix, plus aptes à refléter les concordances réelles entre les dépenses en travail vivant et le volume de la production obtenue grâce à ce travail. Sous quelle forme, ces concordances s'expriment-elles ?

Pour Malyšev, « le rapport entre le montant du revenu national exprimé en prix courants et la quantité globale de travail nécessaire à sa formation permet d'exprimer en monnaie l'unité de travail social et de définir ainsi directement le contenu en travail du rouble »².

Nemčinov avait donné quelques années plus tôt une autre formule sensiblement équivalente « la mesure monétaire de la valeur, dit-il, est égale au rapport entre la valeur des fonds de consommation, d'accumulation et d'exportation évalués en prix courants et la valeur des biens matériels exprimés en unités-temps de travail, socialement nécessaire »³.

(1) SOBOL, *op. cit.*, p. 40.

(2) MALYŠEV, *op. cit.*, p. 83.

(3) NEMČINOV, *op. cit.*, p. 99.

c) *Concordance avec la théorie de Marx*

Cette conception de la monnaie, affirme Malyšev, n'infirme d'ailleurs pas, mais présente une grande analogie, toutes choses égales d'ailleurs, avec la thèse de Marx selon laquelle la monnaie devait disparaître pour être remplacée par des « quittances », quittances dont il a parlé dans la critique du Programme de Gotha et sur lesquelles devait être inscrit le nombre d'heures de travail fourni à la société. Pour Malyšev, entre une monnaie définie par rapport au travail social — telle qu'il la conçoit — et les « quittances » de Marx — qui ne sont autre chose qu'une monnaie fiduciaire — il n'y a qu'une différence toute extérieure, superficielle et qui ne peut avoir de signification que pour ceux pour qui il n'y a de monnaie que rattachée à l'or. Or conclut-il, « un montant défini de monnaie dans les conditions du socialisme ne peut représenter qu'une certaine quantité de travail, c'est-à-dire, en fin de compte, une certaine quantité de produits »¹.

Les conceptions soutenues par V.A. Sobol et I.S. Malyšev ainsi que par V. Nemčinov, M. Bor et M. Makarova ont à leur tour suscité de vives critiques de la part des tenants de la théorie officielle. Dans un article publié en 1962, dans la revue « dengi i kredit », l'économiste Zlobin² leur lance de véhémentes attaques et leur reproche de vouloir en finir avant l'heure — en ignorant volontairement à quel stade de développement est parvenue la société socialiste³ — avec la théorie de la valeur marchande et de rejeter l'or comme étalon-monnaie. Ces critiques, peu constructives d'un point de vue théorique et formulées en fonction de la doctrine officielle, ont paru intéressantes à rapporter, car elles permettent de replacer les conceptions monétaires — celles de Sobol et de Malyšev, en particulier — dans un contexte théorique plus vaste. Zlobin assimile, en effet, ces deux auteurs à Keynes et à Fisher et les accuse d'être, en U.R.S.S., les propagateurs de la théorie nominaliste en niant le fondement marchand de la monnaie alors que, dit Zlobin, la marchandise (l'or) est pourtant à la base de la théorie monétaire de Marx⁴.

(1) MALYŠEV, *op. cit.*, p. 93.

(2) ZLOBIN, *Dengi i kredit*, février 1962.

(3) ZLOBIN accuse, en effet, V. SOBOL et I. MALYŠEV de prendre leurs désirs pour des réalités : « Recherchant de nouvelles formules en vue de notre passage au communisme, I. MALYŠEV et V. SOBOL se sont laissé entraîner, à l'évidence, par leurs constructions théoriques et en dépit des faits qui doivent être, on le sait, la pierre de touche de toute théorie, ils ont dépassés allègrement le stade de maturité économique qui distingue la phase inférieure du communisme de la phase supérieure, en un mot ils ont pris leurs désirs pour des réalités », *op. cit.*, p. 25.

(4) ZLOBIN, *op. cit.*, p. 27.

CONCLUSION

Le problème de la disparition de la monnaie, prophétisée par Marx, ou bien se pose maintenant en des termes très différents ou bien cesse même, pour certains, de se poser.

Dans les faits, la monnaie continue d'exister et depuis 1934, son utilisation n'a plus été remise en question, pour la période de transition au moins. Quant à l'action de la loi de la valeur, elle a été progressivement reconnue à partir des années 40 et l'on est parvenu au point où les discussions sont entrées dans une nouvelle phase ; elles portent maintenant sur la question de savoir quel doit être le rôle de la monnaie et des catégories monétaires-marchandes dans l'économie ou plutôt dans quel cadre elles doivent jouer et, d'une manière plus synthétique, quel doit être le rôle du plan et du marché.

Du point de vue théorique, l'évolution qui s'est produite au cours de ces cinquante années de régime soviétique, a été très fortement marquée par le processus de développement et l'idéologie n'a fait, en quelque sorte, que se surimprimer en se modifiant en fonction des problèmes posés par ce développement :

— L'existence de la monnaie a été particulièrement contestée, sa disparition annoncée et son remplacement par la répartition directe des produits prôné durant les périodes où le maintien de la stabilité monétaire était pratiquement impossible en raison des tensions qui régnaient dans le pays : guerre civile et communisme de guerre (1917-1921) et début de l'industrialisation et de la collectivisation de l'agriculture (1928-1931).

— Durant la période stalinienne et les premières années qui l'ont suivie, où s'est faite l'industrialisation et où « la centralisation de la décision économique a répondu à une logique qui consistait à détourner les ressources de l'usage qu'aurait commandé l'évaluation des biens et les services par un marché »¹, les conceptions monétaires se sont modifiées pour s'adapter à la situation nouvelle.

D'une part, la nécessité d'avoir un instrument de comptabilité et de contrôle pour exécuter le plan, a conduit à remettre en cause la question de la disparition de la monnaie, celle-ci étant définitivement ajournée jusqu'à la phase supérieure, la phase communiste.

(1) P. KENDE, « Du socialisme au productivisme », *Revue Esprit*, février 1968, p. 253.

Mais d'autre part, les conditions étaient peu propices non seulement à la stabilité monétaire, mais au fonctionnement d'une monnaie dite « active »¹, en raison du caractère extrêmement centralisé (en vue de la poursuite d'objectifs ambitieux) et extraordinairement inflationniste de la politique poursuivie (priorité à l'industrie lourde — taux très élevé de l'investissement) et le système en vigueur n'a en rien ressemblé à un système monétaire au sens où on l'entend habituellement. La monnaie est devenue un instrument de comptabilité au service du plan et « elle a été essentiellement utilisée pour transcrire en grandeurs financières les données réelles de la production et des échanges »².

— Depuis la fin des années 50, on a assisté à une transformation profonde des conceptions. Si celle-ci a été favorisée par un progressif — bien que relatif — desserrement des contraintes politiques, les raisons profondes de cette mutation ont été essentiellement d'ordre économique. Elle s'est, en effet, accentuée au moment où l'économie ayant atteint un certain niveau de développement, il ne s'est plus agi de construire à n'importe quel prix des usines, mais de les utiliser au mieux des intérêts de la société. Et « toute la pratique du développement s'est (alors) insurgée contre les conceptions économiques (qui avaient prévalu jusque là). L'expérience quotidienne a convaincu chaque observateur impartial, chaque praticien que le recours à la stimulation matérielle, à un système de prix ayant un fondement économique non seulement ne retarderait pas le développement de l'économie mais au contraire le favoriserait au maximum »³.

(1) Selon J.G. ZIELINSKI, la distinction entre monnaie active et passive est utilisée actuellement dans la théorie économique. La monnaie remplit un rôle actif quand les unités économiques possèdent l'autonomie nécessaire pour décider dans une certaine mesure de l'emploi des moyens financiers qui sont à leur disposition. La monnaie remplit un rôle passif quand elle n'est pas « un instrument influant sur les flux physiques du processus de production, mais qu'elle constitue au contraire son reflet passif » in « Système de stimulants et d'alimentation de l'entreprise socialiste », *Revue de l'Est*, vol. 2, 1971, n° 3, p. 119. Voir également W. BRUS in *Ogólne problemy funkcjonowania gospodarki socjalistycznej* (Problèmes généraux du fonctionnement de l'économie socialiste), Warszawa, 1961, pp. 116-147 et Peter WILES in *The Political Economy of Communism*, Oxford, 1964, pp. 68, 107, 110, 112, 231.

(2) M.L. LAVIGNE, « Planification et politique monétaires dans l'économie soviétique », *Annuaire de l'U.R.S.S.*, C.N.R.S., 1968, p. 348.

(3) A. BIRMAN, « Réflexions au lendemain de l'Assemblée plénière du Comité central », *Economies et Sociétés*, Série économie planifiée, mars 1960, p. 60. Par ailleurs, la plupart des auteurs soviétiques insistent très souvent sur le fait que le niveau de développement atteint exige d'autres modes de gestion.

Ia. A. KRONROD écrit dans *Zakon stoimosti i socialističeskaja ekonomia* (La loi de la valeur et l'économie socialiste), *op. cit.*, p. 53 « Le mécanisme économique qui a pu fonctionner dans les conditions de la construction du socialisme a cessé de répondre aux exigences de l'économie socialiste contemporaine, développée et extrêmement complexe ». Ia. G. LIBERMAN, décrivant l'ancien système, écrit de son côté « Certains traits du vieux système de gestion économique que la réforme s'emploie à modifier radicalement étaient conditionnés par une situation

Sous la contrainte de la nécessité, une remise en cause de tous les concepts défendus jusque là s'est donc opérée et cette remise en cause a abouti, sur le plan théorique, à la reconnaissance pleine et entière de l'action de la loi de la valeur, à la restauration de la monnaie dans sa fonction de mesure de la valeur et à la recherche des moyens à mettre en œuvre pour qu'elle puisse jouer son rôle dans l'économie.

On est donc parvenu au stade où toutes les catégories de la valeur sont théoriquement reconnues. Mais l'évolution actuellement en cours est entravée par le poids de l'idéologie et les discussions prennent souvent, comme a pu l'écrire N.P. Federenko, un tour scholastique. Néanmoins, la pensée économique soviétique a cessé, depuis quelque temps déjà, de donner cette impression de monolithisme, si profonde au cours de toute la période stalinienne et dans les années qui ont suivi. Des tendances sont discernables, des clivages se sont opérés qui nous mènent dans deux directions :

1° Pour les uns, la monnaie est nécessaire et les catégories monétaires-marchandes continuent de jouer durant la phase de transition dans une « économie marchande d'un genre spécial », c'est-à-dire réglée par un plan centralisé. Mais pour les tenants de cette théorie, elles restent des survivances du passé auquel elles empruntent leurs formes et leurs lois (comme en témoignent le rattachement à l'or et les recherches sur le marché, par exemple) et, dans une vision mythique de l'évolution, ils soutiennent qu'elles devront disparaître dans la phase supérieure du communisme où sera organisé un échange direct des produits.

2° Pour les autres, la reconnaissance de la loi de la valeur est une « nécessité plus grande que jamais » et la disparition de la monnaie une impossibilité dans une économie évoluée, même dans un avenir lointain. Mais ce qui distingue les partisans de cette thèse, c'est que restant dans une ligne marxiste « pure », ils réinterprètent en quelque sorte la théorie en l'adaptant aux conditions actuelles, ont une conception différente de la monnaie qu'ils identifient, toutes choses égales d'ailleurs, aux « quittances » de Marx et donnent une autre définition du produit qu'ils considèrent comme « mis à la disposition de la consommation sans passer par le marché ».

En fait, le problème s'est radicalement transformé et ce n'est plus celui de la disparition ou de l'existence de la monnaie et des catégories de la valeur (qu'on les considère ou non comme étant des catégories

historique particulière. Ce vieux système, fondé sur le recours extrêmement limité aux mécanismes du marché, s'il ne peut être justifié d'un point de vue théorique l'est parfaitement du point de vue historique. Des richesses naturelles colossales, d'énormes ressources en main-d'œuvre alors qu'il y avait pénurie de nombreux produits, telles sont les conditions historiques qui ont conduit à la non appréciation de l'efficacité de la production, à la tendance à une accumulation excessive, à l'exécution et au dépassement « à n'importe quel prix » des plans établis en unités physiques », *op. cit.*, p. 32.

de l'économie marchande)¹ qui se pose, mais celui de la détermination de la valeur sur lequel des ombres ont été jetées par l'immense et confuse polémique du début de ce siècle. Ces ombres commencent à se dissiper et des nombreux débats publics et contradictoires, il ressort qu'il est maintenant possible de déterminer et de calculer la valeur des produits sans passer par le marché²

Le fait de privilégier le marché ou les calculs mathématiques mis au point pour déterminer la valeur et donc construire un système de prix capable d'être un outil comptable mesurant les coûts de production, d'opérer comme instrument de répartition du revenu social net et de jouer le rôle de stimulant économique en vue d'inciter les producteurs à l'innovation, relève, dans ces conditions, d'une philosophie et constitue un choix politique bien plus qu'économique.

De ce point de vue, où en est l'U.R.S.S. et où va-t-elle ? — Avec la réforme, il a pu sembler qu'elle s'engageait « timidement », il est vrai, dans la voie d'un socialisme de marché. De multiples ouvrages sur les mérites respectifs du plan et du marché et sur la nécessité de trouver des dosages adéquats entre ces deux formes d'organisation ont été publiés. Mais l'impression qui se dégage maintenant est qu'il ne ressort rien de toutes ces discussions, comme si une force d'attraction les ramenait toujours au point de départ. C'est qu'en effet, les thèses soutenues, les mesures prises sont restées parcellaires et ne sont pas allées jusqu'au « bout de la logique du système » réclamée par Lisickin pour des raisons essentiellement politiques, mais aussi idéologiques, sociologiques. On assiste donc maintenant à un mouvement dans une autre direction. Dans un des derniers numéros de *Voprosy ekonomiki*³, l'Institut d'économie de l'Académie des Sciences se voit reprocher, dans l'éditorial, de gaspiller ses forces en ne faisant pas porter tous ses efforts sur un approfondissement des lois spécifiques et des fondements théoriques du socialisme

(1) Voir 2^e partie de cette étude, Chapitre I — B, Le congrès des économistes de 1957, pp. 46 à 57.

(2) Voir également à ce sujet M. GODELIER. Selon cet auteur, on peut retenir l'affirmation qu'il est maintenant possible, ou presque, de mesurer, de calculer la dépense sociale de travail réalisée dans la production des biens et services d'une économie socialiste et de construire un système de prix qui traduise les proportions réciproques des coûts sociaux de ces biens et services » in Béla CSIKÓS-NAGY (Etude originale) Maurice GODELIER (Contribution), *Mesure de la valeur et gestion optimale*. Centre d'étude de planification socialiste, Ecole pratique des Hautes Etudes, 6^e section, p. 46. Voir également les ouvrages de KANTOROVİČ, NOVOŽILOV, les polémiques déclenchées par BOJARSKIJ, etc.

(3) *O rabote partijnoj organizacii Instituta ekonomiki Akademii Nauk SSSR po vypolneniju postanovlenij CK KPSS « O merakh po dal'nejšemu razvitiju obščestvennykh nauk i povišeniju ikh roli v kommunističeskom stroitel'stve »* (L'activité de l'organisation du parti de l'Institut d'économie de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. concernant l'exécution des résolutions du Comité central du parti communiste de l'Union Soviétique sur « Les mesures destinées à développer les sciences sociales et à accroître leur rôle dans l'édification du communisme »), *Voprosy ekonomiki*, 1972, 2, p. 3.

en vue du perfectionnement du mécanisme centralisé de gestion de l'économie dans les conditions actuelles et de ne prêter qu'une attention extrêmement limitée à la méthodologie de la planification à long terme, à la prospective économique et sociale et aux méthodes mathématiques de régulation de l'économie.

Si l'on s'engage dans cette voie, qu'advient-il de la monnaie et des catégories de la valeur ? Il semble que l'on associe toujours un peu abusivement monnaie et marché. Le fait de choisir, d'apprécier la valeur des biens au moyen des méthodes mathématiques n'exclut pas, en effet, ipso facto, l'utilisation de la monnaie toujours davantage nécessaire dans une société de plus en plus évoluée, comme le soulignent Malyšev et Sobol. C'est bien la preuve qu'administre en quelque sorte le processus de remonétisation de l'économie : celui-ci s'est amorcé depuis une dizaine d'années, il s'est déroulé complètement en dehors des recherches sur le passage éventuel à une économie de marché, fut-t-il socialiste, et il s'inscrit beaucoup plus dans la logique du développement qui implique le recours à des instruments toujours plus perfectionnés et mieux adaptés.

On peut, sans doute, soutenir que la monnaie utilisée, dans ces conditions, n'est pas une monnaie active, mais qu'elle reste purement passive puisqu'elle n'intervient pas ex ante, mais ex post, pour transcrire en termes monétaires des flux réels¹. Toutefois, il est bien évident que « la transcription en unités monétaires de différentes quantités physiques de produits n'est pas un « pur exercice intellectuel » mais sert de guide à des « actions » (c'est-à-dire à des « décisions ») et que la monnaie ne peut être dite « passive ». Selon le « code » utilisé pour cette « transcription » (c'est-à-dire selon le système de prix) telle ou telle action apparaîtra comme « économiquement rationnelle » ou « injustifiée »².

Le processus de remonétisation qui se poursuit actuellement semble bien irréversible et devrait même s'intensifier. Dans ces conditions, la monnaie, en tant que mesure de la valeur — qui conserve en fin de compte, la même finalité que dans l'économie de marché, à savoir la recherche de l'équilibre et de la bonne marche de l'économie et qui

(1) Voir à ce sujet G. GROSSMAN, *Gold and Sword : Money in the Soviet Command Economy in Industrialisation in Two Systems : Essays in Honour of Alexander GERSHENKRON*, M. ROSOVSKY ed., New York, 1966, « Le développement des relations monétaires-marchandes pendant la période du passage au communisme, politique sans nul doute rationnelle même dans les limites d'une structure de « command economy », ne devrait pas être assimilée à une transformation de la monnaie passive en monnaie active. On ne saurait trop le souligner. Dans les conditions actuelles de l'U.R.S.S., la monétarisation croissante de l'économie est une évolution significative mais non fondamentalement révolutionnaire dans la mesure où elle se borne à étendre le champ d'action de la monnaie passive », p. 233.

(2) Ch. BETTELHEIM, « Calcul économique et formes de propriété », *économie et socialisme*, 13, F. MASPERO, Par.S., 1950, p. 19.

pose les mêmes problèmes¹ — est et restera l'instrument de guidage indispensable (en admettant même qu'il revête d'autres formes) dont l'usage n'a pu être mis en veilleuse que temporairement, dans des conditions politiques et économiques exceptionnelles.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages en français

- BETTELHEIM Ch. — *L'économie soviétique*, Recueil Sirey, Paris, 1950.
- BETTELHEIM Ch. — *Calcul économique et formes de propriété*, « économie et socialisme » 13, François Maspero, Paris, 1950.
- BIGO P. — *Marxisme et humanisme*, Presses Universitaires de France, Paris, 1953.
- BOUKHARINE N. — *L'économie politique du rentier. Critique de l'économie marginaliste*, E.D.I. Paris, 1967.
- BOUKHARINE N. et PREOBRJENSKY E. — *L'A.B.C. du communisme*, F.M., petite collection Maspero, Paris, 1968.
- BIRMAN A. — Réflexions au lendemain de l'Assemblée plénière du Comité central, *Economies et sociétés*, série économie planifiée, n° 3, mars 1967.
- BRUS W. — *Problèmes généraux du fonctionnement de l'économie socialiste*, « économie et socialisme » 10, François Maspero, Paris, 1970.
- CSIKOS-NAGY Béla et GODELIER Maurice. — *Mesure de la valeur et gestion optimale*, Ecole pratique des Hautes Etudes, 6^e Section, Sciences économiques et sociales, Centre d'Etude de planification socialiste, Sorbonne.
- LAVIGNE Marie.. — « Planification et politique monétaire », *Annuaire de l'U.R.S.S.*, C.N.R.S., 1968.
- MOSSE R. — *La monnaie*, Col, bilan de la connaissance économique, Marcel Rivière et Cie, Paris, 1950.
- MOSSE R. — *L'économie socialiste*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1968.
- PIETTRE A. — *Marx et Marxisme*, Presses Universitaires de France, Paris, 1966.
- PREOBRJENSKY E. — *La nouvelle économie*, E.D.I., Paris, 1966.
- PREOBRJENSKY E. — *De la NEP au socialisme*, Centre National de la Recherche Scientifique, Paris, 1966.
- STALINE J. — *Les questions du Léninisme*, Editions Norman Bethune, Paris, 1970.
- STALINE J. — *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, Moscou, 1952.

Ouvrages en anglais

- Z. ARNOLD Arthur. — *Banks, Credit and Money in Soviet Russia*, Ph. D., New York, Columbia University Press, 1937.

(1) C'est ainsi que dans la presse spécialisée on « commence » à découvrir les problèmes d'équilibre et peut-être à se rendre compte de la nécessité de perfectionner les méthodes de régulation du crédit, dont on entrevoit le pouvoir inflationniste. Voir à ce sujet I. LIVČUK, « Au sujet des lois qui régissent le crédit », *Dengi i kredit*, 1971, 4, p. 8.

- H. CARR Edward. — *A History of Soviet Russia*, London, Macmillan, 1953-1958.
- GARVY Georges. — *Money, Banking and Credit in Eastern Europe*, Federal Reserve Bank of New York, 1966.
- GROSSMAN G. — *Gold and the Sword. Money in the Soviet Command Economy: Essays in Honour of Alexander Gershenkron*, M. Rosovsky ed., New York, 1966.
- NOVE A. — *The Soviet Economy*, George Allen and Unwin, 1961.
- A Collection of Soviet and Western Views: The Soviet Economy*, Methuen and Cold, London, 1964.

Ouvrages en russe

- AJZENBERG I.P. — *Valjutnaja sistema SSSR* (Les aspects externes du système monétaire soviétique), Moscou, 1962.
- ATLAS Z.V. — *Deneznoe obraščenie i kredit v SSSR* (Circulation monétaire et crédit en U.R.S.S.), Moscou, 1947.
- ATLAS Z.V. — *Socialističeskaja deneznaja sistema* (Le système monétaire socialiste), Moscou, 1969.
- BATYREV V.M. — *Tovarno-deneznye otnošenija. Finansy i kredit v socialističeskom khozjaistve* (Les relations monétaires et marchandes, les finances et le crédit dans l'économie socialiste), Moscou, 1970.
- FEDORENKO N.P. — *O razrabotke sistemy optimal'nogo funkcionirovanija ekonomiki* (L'élaboration d'un système de fonctionnement optimal de l'économie), Moscou, 1968.
- KRONROD Ia. A. — *Dengi v socialističeskom obščestve* (La monnaie dans la société socialiste), Moscou, 1960.
- KRONROD Ia. A. — *Zakon stoimosti i socialističeskaja ekonomika* (La loi de la valeur et l'économie socialiste), Moscou, 1970.
- LISICKIN G.S. — *Plan i rynok* (Plan et marché), Moscou, 1966.
- MALYŠEV I.S. — *Obščestvennyj učet truda i cena pri socializme* (Comptabilité sociale du travail et prix en système socialiste), Moscou, 1960.
- SOBOL V.A. — *Očerki po voprosam balansa narodnogo khozjaistva* (La balance de l'économie nationale : problèmes et remarques), Moscou, 1960.
- Zakon stoimosti i ego ispol'zovanie v narodnom khozjaistve SSSR* (La loi de la valeur et son utilisation dans l'économie soviétique), publié sous la direction de Ia. A. Kronrod, Moscou 1959.
- Kreditno-deneznaja sistema SSSR* (Le système monétaire et le crédit en U.R.S.S.), publié sous la direction de A.A. Poskonov, Moscou, 1967.
- Revue *Dengi i kredit* (Monnaie et crédit).